
La crise des caricatures de Mohammed

ALAIN BLOMART



Remerciements

Cette étude est le résultat d'un projet conduit par l'Institut Européen de la Méditerranée (IEMed), Barcelone, en collaboration avec le Centre d'Études et des Recherches en Sciences Sociales (CERSS), Rabat, dans le cadre du dispositif d'enquête d'EuroMeSCo. Dr. Alain Blomart, ayant agi en tant que rapporteur, est chercheur en anthropologie et histoire des religions à l'Université de Barcelone.

Sommaire

Résumé	3
Introduction	4
Chapitre 1. Réactions officielles	7
Chapitre 2. Débat politique	13
Chapitre 3. Débat religieux	18
Chapitre 4. Attitudes de la population	23
Chapitre 5. Communautés étrangères	28
Chapitre 6. Débat des moyens de communication	32
Chapitre 7. Débat culturel	38
Chapitre 8. Débat académique et analytique	42
Chapitre 9. Rôle du Partenariat euro-méditerranéen et de l'Union européenne	45
Chapitre 10. Implications et solutions pour l'avenir	49
Conclusions	54
Annexe 1. Questionnaire	58
Annexe 2. Liste des personnes consultées	60

Résumé

Ce rapport, relatif à la crise des caricatures de Mohammed, a été réalisé à la demande d'EuroMeSCo à partir d'un questionnaire qui a été envoyé aux pays associés au Partenariat euro-méditerranéen. C'est à partir des réponses des spécialistes qui travaillent dans des instituts participant au réseau EuroMeSCo que la présente étude a été effectuée. Il s'agissait de dégager les attitudes que les différents pays du Partenariat euro-méditerranéen manifestèrent durant la crise des caricatures, afin d'en intégrer les conclusions à un rapport qu'EuroMeSCo est en train de préparer sur l'"Alliance des Civilisations".

Les grandes conclusions auxquelles ce rapport est arrivé sont les suivantes :

- La liberté d'expression fut le mot-clé du débat politique dans tous les pays de l'Union européenne, mais, si cette position fut défendue sans concession par le gouvernement danois, en revanche les gouvernements des autres pays la défendirent avec plus de nuances, la combinant avec d'autres priorités comme le respect de l'autre, la liberté de religion et le dialogue (selon les tendances politiques des différents partis et surtout les sensibilités religieuses). Quant aux attitudes des populations en Europe, elles furent divisées entre les partisans du respect de la religion et les partisans de la liberté d'expression sans limite. Ce dernier point de vue peut être lié aux préjugés répandus à l'égard des musulmans dans plusieurs pays d'Europe qui comptent une minorité importante de musulmans (entre 1 et 10 % : cf. introduction)
- Les limites de la liberté d'expression et le respect des religions furent les mots-clés dans tous les pays du sud de la Méditerranée : tant les gouvernements que les autorités musulmanes exprimèrent ce point de vue, ainsi que le refus de publier les caricatures (sauf exceptions) et la condamnation de la violence. En ce qui concerne les attitudes des populations des pays du sud de la Méditerranée, elles furent en général, elles aussi, en faveur du respect de la religion (avec plus ou moins d'indifférence ou d'indignation).
- Un troisième point à mettre en valeur est le rôle prépondérant que jouèrent la classe politique et les médias dans la crise, avec une différence importante entre la presse sérieuse et la presse sensationnaliste européenne, qui eut tendance à insister sur la violence et à faire l'amalgame entre les musulmans radicaux et l'ensemble des musulmans. En revanche, le monde culturel et académique eut en général une très faible influence sur le débat.
- De plus, la crise des caricatures confirma l'existence de stéréotypes, c'est-à-dire de perceptions négatives sur « l'Autre », de même que la popularité de la théorie du choc des civilisations en Europe et dans le sud de la Méditerranée.
- Enfin, il ressort très clairement que, dans tous les pays consultés, l'Union européenne et les instruments du Partenariat euro-méditerranéen passèrent assez inaperçus dans la polémique des caricatures et ne furent pas perçus comme jouant un rôle dans la gestion de la crise.

Ce rapport, relatif à la crise des caricatures de Mohammed, a été réalisé à la demande d'EuroMeSCo à partir d'un questionnaire (voir Annexe 1) qui a été envoyé aux pays associés au Partenariat euro-méditerranéen. C'est à partir des réponses des spécialistes qui travaillent dans des instituts participant au réseau EuroMeSCo que la présente étude a été effectuée. Il s'agit de dégager les attitudes que les différents pays du Partenariat euro-méditerranéen ont manifestées durant la crise des caricatures, afin d'en intégrer les conclusions à un rapport qu'EuroMeSCo est en train de préparer sur l'"Alliance des Civilisations", une initiative lancée par l'Espagne et la Turquie : ce rapport fera un certain nombre de recommandations sur la contribution que le Partenariat euro-méditerranéen pourrait apporter à cette initiative.

En ce qui concerne la « crise des caricatures », elle eut son origine au Danemark mais généra un large débat international entre, d'une part, ceux qui défendent la liberté d'expression et la séparation entre la religion et l'État, et, d'autre part, ceux qui donnent la priorité au respect pour les religions et les cultures. Un autre débat consista à se demander si le droit à la liberté d'expression est absolu ou s'il ne devrait pas être restreint par le sens de la responsabilité, c'est-à-dire par la conscience des conséquences que peut entraîner une telle liberté.

Par ailleurs, la crise des caricatures confirma l'existence de stéréotypes, c'est-à-dire de perceptions négatives sur « l'Autre », de même que la popularité de la théorie du choc des civilisations en Europe et dans le sud de la Méditerranée, cette théorie ayant trouvé un écho particulier parmi la Nouvelle Droite européenne. C'est précisément pour contrer de telles attitudes que l'initiative de l'« Alliance des Civilisations » fut conçue, ainsi que pour démontrer que le conflit n'est pas une conséquence de différences culturelles mais de circonstances politiques qui font que certaines sociétés ont intérêt à la confrontation.

Cet aspect nous mène à un autre débat qui consiste à savoir si la méthode la plus appropriée pour interpréter les causes de la crise des caricatures est une approche politique ou une analyse plutôt culturelle et religieuse. Ce débat débouche sur la question de savoir quelles sont les politiques les plus appropriées pour résoudre les problèmes que cette crise a mis en évidence.

Pour toutes ces raisons, cette étude a été conçue pour éclairer l'importance de la dimension politique de la crise et le rôle joué par les nouvelles tendances xénophobes en Europe. Elle doit servir aussi à évaluer les réactions des gouvernements au nord et au sud de la Méditerranée, ainsi que des partis d'opposition laïcs ou non, de même qu'à mieux comprendre les réactions des médias, du public et du milieu académique, afin de nous permettre de déterminer quelles seraient les politiques les plus appropriées pour garantir la diversité et les droits fondamentaux.

Pour atteindre les objectifs mentionnés, le questionnaire abordait dix aspects de la crise des caricatures, à savoir : les réactions officielles des gouvernements ; le débat politique ; le débat religieux ; les attitudes de la population ; les communautés étrangères ; le débat des moyens de communication ; le débat culturel ; le débat académique et analytique ; le rôle du Partenariat euro-méditerranéen et de l'Union européenne ; et enfin, les implications et solutions pour l'avenir. Cette étude a été divisée en dix chapitres correspondant à chacune de ces dix grandes questions. D'autre part, au sein de chaque chapitre, chacun des pays consultés a été traité l'un après l'autre, de façon à pouvoir comparer les points de vue des différents pays sur un thème donné. D'ailleurs, à la fin de chaque chapitre, un tableau synthétique a été réalisé pour comparer, entre les pays du nord et du sud de la Méditerranée, les attitudes et les thèmes prioritaires mis en valeur par les différents acteurs ; à la suite de ce tableau figure une représentation statistique.

De plus, il est important de signaler que les chapitres synthétisent rigoureusement les réponses aux enquêtes qui ont été envoyées à EuroMeSCo : ceci explique pourquoi certaines réponses sont plus développées que d'autres. Cependant, dans certains cas ponctuels, une information a pu être ajoutée aux réponses afin de les compléter.

Enfin, à la suite de cette étude, deux annexes ont été ajoutées : la première reprend le questionnaire détaillé ; dans la deuxième annexe figure la liste des experts consultés.

Des trente-cinq pays qui composent le Partenariat euro-méditerranéen, dix-huit ont été consultés par EuroMeSCo, à savoir neuf de l'Union européenne et neuf du sud du Partenariat. Il s'agit des pays suivants : France ; Allemagne ; Belgique ; Danemark ; Italie ; Espagne ; Estonie ; Lituanie ; Hongrie ; Turquie ; Algérie ; Maroc ; Tunisie ; Autorité Palestinienne ; Égypte ; Jordanie ; Liban ; Israël.

Introduction

1. Présentation du projet d'EuroMeSCo : objectifs et implications

2. Structure

3. Pays consultés et classification

L'ordre de classification utilisé dans cette étude a répondu à deux critères : d'une part, l'ancienneté dans l'Union européenne et d'autre part, le pourcentage de population musulmane. Le premier critère nous a permis de distinguer quatre catégories : les pays de l'Union européenne ; les pays de la nouvelle ampliation de 2004 ; les pays en voie d'intégration à l'UE (Turquie) ; les pays du sud du Partenariat euro-méditerranéen (Maghreb et Mashrek). D'autre part, au sein de chacune de ces catégories, les pays ont été classés en fonction du nombre de musulmans, critère important qui a pu expliquer les réactions de certains pays. Voici une approximation des pourcentages de chaque pays de l'Union européenne, en fonction de statistiques de l'année 2005 ¹:

Pays de l'Union européenne anciennement incorporés et classés selon le pourcentage de la population musulmane

1. France : 10 % (5.980.000)
2. Pays-Bas : 5,40 % (870.000) ²
3. Autriche : 4,20 % (340.000) ³
4. Allemagne : 3,70 % (3.060.000)
5. Belgique : 3,60 % (370.000) ⁴
6. Suède : 3,10 % (280.000) ⁵
7. Danemark : 3,02 % (160.000) ⁶
8. Royaume-Uni : 2,50 % (1.480.000) ⁷
9. Italie : 2,40 % (1.370.000) ⁸
10. Espagne : 1,40 % (637.040) ⁹
11. Luxembourg : 1,10 % (10.000) ¹⁰
12. Grèce : 1 % (110.000) ¹¹
13. Portugal : 0,50 % (50.000)
14. Irlande : 0,50 % (19.147) ¹²
15. Finlande : 0,40 % (20.000) ¹³

Pays de l'ampliation européenne de 2004

16. Chypre : 23 % (23.000)
17. Slovénie : 1,55 % (30.000)
18. Malte : 1,10 %
19. Estonie : 0,70 % (10.000)
20. Lettonie : 0,38 % (10.000)
21. République tchèque : 0,20 % (20.000)
22. Lituanie : 0,14 %
23. Pologne : 0,10 % (40.000)
24. Hongrie : 0,10 % (10.000)
25. Slovaquie : 0,02 %

Pays en voie d'incorporation à l'Union européenne

26. Turquie

Pays du sud du Partenariat euro-méditerranéen (Maghreb et Mashrek)

27. Algérie
28. Maroc
29. Tunisie
30. Autorité Palestinienne
31. Égypte
32. Jordanie
33. Syrie
34. Liban : 59,7 % (2.270.000)
35. Israël : 18,91 % (1.340.000)

1. La source que nous avons utilisée est http://islamicpopulation.com/europe_general.html basée sur des sources de 2005, telles que le CIA Fact Sheet et le World Atlas (Holt, Rinehart & Winston). Si d'autres statistiques indiquent des différences notables, elles sont signalées en note.

2. The Economist, 3 avril 2003 donne un pourcentage différent : 6 % (980.516).

3. Ce sont les chiffres publiés par le Ministère Fédéral autrichien de l'Intérieur en mai 2006 : http://www.bmi.gv.at/downloadarea/asyl_fremdenwesen/Perspektiven_Herausforderungen.pdf

4. BBC News, qui se base sur les statistiques nationales de 2001, donne un pourcentage légèrement différent : 4 % (400.000).

5. The Economist, 3 avril 2003 donne un pourcentage un peu différent : 3,90 % (351.250).

6. BBC News, qui se base sur les statistiques nationales de 2004, donne un pourcentage assez différent : 5 % (270.000).

7. The Economist, 3 avril 2003 donne un pourcentage un peu différent : 2,70 % (1.615.526).

8. Selon http://en.wikipedia.org/wiki/Islam_in_Italia (statistique de 2005), le pourcentage est un peu différent : 1,4 % (1 million).

9. Anuario Estadístico de Inmigración, Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales – Observatorio Permanente de la Inmigración, 2005.

10. Selon http://www.islam.lu/index.php?option=com_content&task=view&id=40&Itemid=26&lang=en, le pourcentage est un peu plus élevé : 2 %.

11. Ce sont les chiffres donnés par l'Ambassade de Grèce en Espagne en 2006.

12. The Economist, 3 avril 2003.

13. The Economist, 3 avril 2003.

Le gouvernement réagit par un appel à la responsabilité. Sa position était que le droit à la liberté d'expression est reconnu mais qu'il ne doit pas heurter les consciences ni blesser les sentiments religieux.

De plus, dans le contexte international où le monde musulman se sentit agressé, le gouvernement rappela les conséquences possibles des caricatures et, dans l'intérêt de la France, insista pour ne pas importer la haine du monde musulman.

Les déclarations officielles du gouvernement consistèrent à affirmer que la liberté d'expression et celle de la presse devaient être considérées comme des éléments fondamentaux et inamovibles de la démocratie et de la constitution allemandes.

D'autre part, le gouvernement allemand condamna toutes les actions et déclarations qui dénigraient les autres religions et cultures.

D'après le ministre des affaires étrangères Walter Steinmeier, la liberté d'expression et la liberté de religion vont « main dans la main », et c'est pourquoi le gouvernement allemand était incapable de choisir entre l'une ou l'autre.

L'attitude du gouvernement peut s'expliquer par plusieurs raisons. Tout d'abord, l'Allemagne compte une très grande communauté musulmane (3 millions). Ensuite, l'Allemagne assumait récemment le rôle de médiateur dans le conflit palestinien et se devait donc de maintenir de bonnes relations avec les pays musulmans voisins d'Israël. Enfin, c'était un objectif déclaré de la politique étrangère allemande au Proche-Orient de renforcer les voix modérées dans le monde musulman.

Au cours de la crise, la position du gouvernement ne changea pas fondamentalement, mais celui-ci, tout en reconnaissant que les musulmans pourraient se sentir blessés par les caricatures de Mohammed, condamna tout acte de violence contre les institutions ou citoyens européens à l'étranger. Le gouvernement critiqua l'instrumentalisation de la crise des caricatures par les hommes politiques islamistes dans le monde entier, et exigea la fin de la violence et du débat sur le choc des civilisations qui alimente cette violence.

Le gouvernement n'exprima pas de réaction officielle durant toute la crise et ne dut pas se mêler au débat, vu que celui-ci fut assez contenu tant du côté musulman que non musulman.

Il faut dire aussi que les élections communales proches (octobre 2006) firent qu'aucun parti, et encore moins le gouvernement, n'avait intérêt à entrer dans le débat.

La liberté d'expression fut le mot-clé du gouvernement danois tout au long de la crise des caricatures.

En octobre 2005, suite à la lettre envoyée par onze ambassadeurs de pays du monde arabe au Premier Ministre – où ils lui demandaient une réunion sur la publication de caricatures anti-musulmanes –, celui-ci refusa et répondit qu'il n'avait pas le droit de contrôler ce que les médias publient, en vertu du principe de la libre expression : les personnes qui se sentaient insultées avaient le droit d'aller se plaindre au tribunal.

Le 10 novembre, le ministre danois des Affaires Étrangères envoya une lettre à son homologue égyptien, en l'avertissant que la crise pouvait dégénérer si l'Égypte attirait l'attention internationale sur les caricatures.

En décembre, une crise diplomatique commença à se développer. De nombreuses personnalités du monde arabe critiquèrent le Premier Ministre pour ne pas réagir devant les caricatures. En même temps, une délégation d'imams danois se rendit en Égypte pour informer de la publication des caricatures.

Au Nouvel An, le Premier Ministre fit son discours traditionnel, dans lequel il souligna que la liberté d'expression est un droit indéniable, mais il ajouta qu'elle doit être maniée avec responsabilité et ne doit pas servir à insulter les autres. Ce discours fut traduit en arabe et envoyé aux ambassadeurs et ministres du monde arabe, mais il ne suffit pas à arrêter la polémique, ni d'ailleurs l'entretien qu'il donna à la chaîne de télévision Al-Arabiya, où il déclara : « Le peuple danois n'a pas l'intention d'insulter les musulmans ».

De son côté, le ministre des Affaires Étrangères essaya pendant plusieurs mois de résoudre la crise par des moyens diplomatiques, mais en vain.

Chapitre 1. Réactions officielles

1. France

2. Allemagne

3. Belgique

4. Danemark

D'après plusieurs commentateurs, comme le rédacteur en chef du journal Politiken, la position du gouvernement danois refléta la grande influence qu'eut sur lui le Parti du Peuple Danois, qui est de droite et insiste particulièrement sur la question des étrangers. La rhétorique de ce parti consistait à présenter la crise des caricatures comme une menace pour les valeurs danoises, à commencer par la liberté d'expression.

5. Italie

Depuis le début de la crise, le gouvernement italien adopta une position équilibrée et discrète, malgré une polémique créée par le ministre Calderoli de la Ligue du Nord (qui se présenta à un journal télévisé avec une chemisette décorée de la réplique d'une caricature). La position générale était que la liberté d'expression est un principe essentiel mais qu'il faut en faire usage de façon responsable pour ne pas choquer d'autres sensibilités. Le mot-clé était « dialogue » (entre civilisations, religions et avec les étrangers). En même temps, la violence du côté musulman fut considérée comme une réponse inacceptable, et l'utilisation de la religion par des islamistes à des fins politiques fut fort critiquée.

Cette attitude modérée du gouvernement s'expliqua par une double raison, à la fois nationale (garder de bonnes relations avec la communauté musulmane italienne, et ne pas perturber la campagne électorale d'avril 2006) et internationale (la sécurité des intérêts Italiens dans le monde, et l'organisation des Jeux Olympiques d'Hiver à Turin à partir du 10 février 2006). Il s'agissait donc plus de raisons d'intérêts que de valeurs, même si les valeurs chrétiennes se reflétèrent dans les déclarations de certains hommes politiques.

La position du gouvernement ne changea pas dans sa substance tout au long de la crise, mais l'incident causé par le ministre Calderoli eut de graves conséquences : d'abord, au niveau international, cela fut le prétexte utilisé en Libye (à Benghazi) pour attaquer le consulat italien ; d'autre part, au niveau national, cet incident permit au chef de l'opposition, Romano Prodi, de déclarer en février que l'Italie avait besoin d'une nouvelle politique méditerranéenne qui garantisse la sécurité des Italiens, et d'un autre gouvernement.

6. Espagne

Le gouvernement espagnol ne réagit pas immédiatement à la crise des caricatures, mais attendit que la situation devienne explosive. À ce moment, quatre actions principales furent réalisées :

- 1) les mécanismes de sécurité des ambassades furent renforcés ;
- 2) le président socialiste Zapatero signa une lettre conjointement avec le premier ministre turc Erdogan où ils affirmaient que la publication des caricatures est légale, mais n'est pas acceptable éthiquement: cette lettre servait à demander un retour au calme et à diffuser le projet d'Alliance des Civilisations réalisé par les deux pays ;
- 3) Zapatero et le ministre des affaires extérieures Moratinos échangèrent leurs opinions sur la crise avec des dirigeants d'organisations musulmanes ;
- 4) Zapatero prit la décision de rencontrer les représentants de la communauté musulmane espagnole pour leur expliquer la position du gouvernement sur la crise.

Cette attitude du gouvernement espagnol était en continuité avec la politique étrangère de Zapatero qui cherche à construire des ponts avec le monde musulman mais aussi à éviter une escalade de la violence en Espagne.

Au cours de l'évolution de la crise des caricatures, l'attitude du gouvernement ne changea pas, malgré les critiques du parti de l'opposition, le Parti Populaire.

7. Estonie

Le gouvernement exprima son soutien aux autorités danoises, mais en même temps appela à la retenue politique et la tolérance à l'égard des confessions religieuses. Le soutien antérieur du gouvernement danois à l'Estonie dans les domaines politique, économique et social, en particulier durant la dernière décennie, joua certainement un rôle dans la position estonienne.

L'évolution de la crise ne provoqua pas de changement d'attitude significatif de la part du gouvernement, qui attendit d'abord de voir comment les autres pays de l'Union européenne réagissaient.

8. Lituanie

Le Ministre des Affaires Étrangères de Lituanie estima que la publication des caricatures était un usage justifié de la liberté d'expression.

Vu cette position favorable à la position danoise, le gouvernement lituanien conseilla vivement à ses citoyens d'être vigilants quand ils voyageaient dans des pays musulmans.

Le Président et le Premier Ministre firent chacun une déclaration où ils insistèrent sur la liberté d'expression et de religion, ainsi que sur le respect des autres et la responsabilité des acteurs publics tels que les médias.

9. Hongrie

La première réaction du gouvernement eut lieu après la publication des caricatures en septembre 2005. L'ambassadeur de Turquie au Danemark fut l'un des ambassadeurs des onze pays musulmans qui réagirent à la publication et demandèrent une réunion avec le premier ministre danois. L'initiative du gouvernement turc fut critiquée par le principal parti de l'opposition et certains journalistes, car elle fut considérée comme un exemple de plus des sensibilités islamistes du parti au pouvoir (AKP = Parti de la Justice et du Développement).

10. Turquie

La deuxième phase se situa vers janvier - février 2006 quand le gouvernement donna le message suivant : la crise des caricatures s'aggrave et une ligne est en train de tracer entre le monde musulman et l'Occident. Lors du discours qu'il fit au Conseil Européen à Strasbourg, en tant que co-promoteur de l'Alliance des Civilisations, le premier ministre Erdogan déclara que « l'attitude anti-musulmane devait être traitée comme un crime contre l'humanité au même titre que l'antisémitisme », et que la liberté incluait le respect des croyances.

Cette attitude fut adoptée pour deux raisons. D'abord, le gouvernement répondait aux sensibilités d'une population qui est musulmane à plus de 98 %. Ensuite, cette perspective musulmane était aussi celle du parti au pouvoir, qui voyait dans les caricatures une provocation de la part de certains Occidentaux qui croient au choc des civilisations.

Au cours de la crise, la position du gouvernement ne changea pas vraiment. Cependant, quand les manifestations devinrent violentes dans les pays musulmans, le gouvernement turc appela à la modération, à une réponse non-violente et responsable, au dialogue et à l'« Alliance des civilisations ». D'ailleurs, le premier ministre envoya une lettre qui allait dans ce sens aux Nations Unies, à l'OTAN et à l'Organisation des pays musulmans (OIC), pour tenter de mettre fin à la crise des caricatures.

Le gouvernement algérien réagit à la crise en condamnant les caricatures, notamment au cours d'un discours prononcé par le Chef de l'État et à travers un communiqué du Ministère des Affaires Etrangères, tout en veillant à ce que l'indignation populaire ne se transforme pas en mouvement de foule difficilement maîtrisable et à ce que son image de modération et de tolérance soit préservée.

11. Algérie

Par ailleurs, l'Ambassadeur du Danemark fut convoqué par le Ministère des Affaires Etrangères qui lui exprima la protestation officielle du gouvernement algérien ainsi que son attachement au dialogue, et au respect de toutes les croyances.

Quant à la position du gouvernement au cours de la crise, elle évolua en fonction des événements. Dans un premier temps, il adopta une politique d'attentisme, et ce n'est qu'à la suite des réactions populaires de plusieurs pays musulmans, que le gouvernement prit les initiatives mentionnées plus haut.

La position officielle fut exprimée à travers le Conseil Supérieur des Oulémas, qui est présidé par le Roi. Ce Conseil déclara, le 13 janvier 2006, que la publication des caricatures par certains journaux européens portait manifestement atteinte au prophète et constituait en soi un acte provocateur pour les musulmans.

12. Maroc

Le gouvernement organisa même une manifestation le 10 février, qui avait pour slogan « Oui à la liberté d'expression, non au mépris des religions » et à laquelle participa le ministre actuel des Habous (Biens immobiliers) et Affaires Islamiques, ainsi que le Secrétaire Général du Conseil Supérieur des Oulémas et des représentants des partis politiques.

Les raisons de cette position du gouvernement furent que le Maroc est un pays musulman selon la Constitution et que le prophète est sacré dans la culture marocaine.

La première réaction du gouvernement, en l'occurrence du Ministre de l'intérieur, fut d'interdire, le 1er février 2006, la publication du journal France-Soir pour un contenu « offensant les musulmans et outrageant la noble personne du prophète ». Cette première réaction fut suivie d'une période de silence jusqu'au 10 février, date à laquelle la Chambre des Conseillers (deuxième chambre du Parlement tunisien) publia une déclaration dans laquelle

13. Tunisie

elle dénonça « les comportements et les caricatures qui nourrissent la rancœur et qu'elle considère comme des actes de provocation à l'égard des religions et des croyances ». Ensuite, la Chambre des députés (première chambre du Parlement tunisien), dans une déclaration du 12 février, condamna « toute forme d'atteinte aux symboles religieux ». Il faut noter que dans ces deux déclarations, les Chambres appelaient « au respect de la diversité » et rappelaient « les valeurs auxquelles s'attache la Tunisie, relatives à la tolérance, au dialogue et au rejet de l'extrémisme et de la violence ». Bien que d'orientation laïque, les pouvoirs publics se sentaient obligés d'adopter une telle attitude, de par la loi (l'islam est la religion de l'État d'après la constitution) mais aussi pour une raison politique (ne laisser aucun champ récupérable par les islamistes), et ils maintinrent cette position tout au long de la crise.

14. Autorité palestinienne

Le gouvernement n'exprima pas de réactions officielles, mais le Premier Ministre et certains ministres du Hamas, dans leurs discours du vendredi à la mosquée, condamnèrent les caricatures et défendirent le prophète.

Les arguments mentionnés étaient l'ignorance et le manque d'information sur l'islam en Europe, ainsi que les limites de la liberté d'expression. Cette attitude fut maintenue durant toute la crise.

15. Égypte

Le gouvernement exprima son choc devant ce qu'il appela une "insulte au prophète", et rejeta l'usage offensif de la liberté d'expression à l'égard des croyances religieuses des autres. Le gouvernement n'appela pas au boycott de produits danois, mais demanda à l'institution religieuse officielle, Al-Azhar, de prendre des mesures contre l'insulte : aussi le grand imam de Al-Azhar apparut-il sur le campus de l'université Al-Azhar, en compagnie de milliers d'étudiants et professeurs, pour protester contre les caricatures danoises.

Le gouvernement adopta cette position pour des raisons internes : la réaction d'Al-Azhar et des organisations musulmanes lui convenait bien, car il voulait éviter une confrontation directe avec les pays occidentaux. De même, le gouvernement se distanca du débat public, même si plusieurs écrivains proches du gouvernement s'y impliquèrent.

16. Jordanie

Le gouvernement eut deux discours: un public, qui condamnait les caricatures et soutenait la mobilisation populaire, et un privé, qui espérait que la colère des masses s'apaise et que la crise se résolve rapidement pour éviter des conséquences négatives sur le gouvernement. Ce fut une position opportuniste, guidée par les intérêts nationaux et la peur d'être critiqué par la population.

Les arguments furent qu'il s'agissait d'une attaque inacceptable contre l'islam et injustifiable par la liberté d'expression.

Au cours de la crise, le gouvernement ne prit pas de mesures importantes. En revanche, le roi fit des déclarations en faveur du journaliste qui fut emprisonné pour avoir publié les caricatures, affirmant que personne ne devrait aller en prison pour ses idées.

17. Liban

Il faut distinguer entre les réactions du Premier Ministre, Fouad Seniora (proche du courant du Futur qui a la majorité parlementaire), et celles du ministre des Affaires Etrangères (proche du Hezbollah). Aligné sur les réactions de la Syrie notamment, le ministre des Affaires Etrangères libanais condamna violemment la publication des caricatures. Plus pondéré et appelant au respect des religions, le Premier Ministre Fouad Seniora réagit surtout à la manifestation violente du 5 février, déclarant que « la déstabilisation de la sécurité et le vandalisme renvoient une image erronée de l'islam. Le prophète Mahomet ne peut pas être défendu de cette manière ». Il accusa, sans les identifier, des « groupes qui tentent de semer la discorde », et déclara que les actes de violence « font partie du plan de déstabilisation dont est victime le Liban depuis plusieurs mois », faisant référence à la vague d'attentats qui frappa le pays depuis octobre 2004 et qui est attribuée à la Syrie par la majorité parlementaire.

Ces différentes positions s'affirmèrent surtout au début de février 2006, quand la protestation commença à monter et que des premières manifestations violentes eurent lieu en Syrie le 4 février et au Liban le lendemain.

18. Israël

Il n'y eut pas de réaction publiée du gouvernement. Le Ministre des Affaires Étrangères refusa de faire de déclaration. Un autre ministre affirma que cette crise des caricatures n'était pas la bataille d'Israël et que si Israël réagissait, le monde musulman finirait par l'accuser d'être derrière le conflit.

Liberté d'expression	8	F E	A H	D L	I Est
Prudence/modération	6	F E	A B	I	Est
Respect/tolérance des croyances religieuses	5	A H	I	E	Est
Liberté de religion	4	E	H	A	Est
Responsabilité	4	F	D	H	E
Protection des intérêts de la nation	4	F	I	L	Est
Dialogue interculturel	3	A	I	E	
Condamnation de la violence	3	A	I	E	
Condamnation des caricatures	2	A	E		
Rôle international	2	A	E		
Condamnation du débat sur le choc des civilisations	2	A	E		
Défense des valeurs occidentales	1	D			
Alliance des civilisations	1	E			
Soutien de la mobilisation populaire contre les caricatures	0				
Manque d'information sur l'islam	0				
Instrumentalisation politique de la religion	0				

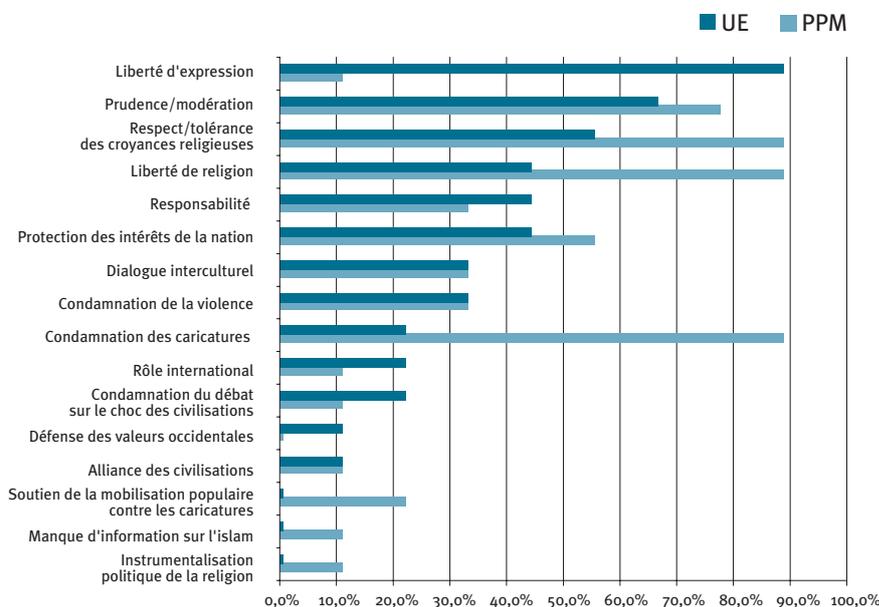
Synthèse des thèmes et attitudes prioritaires des gouvernements

UE (9 pays)

Respect/tolérance des croyances religieuses- limites de la liberté d'expression	8	Tq Eg	Al M J	T Lib	P
Liberté de religion	8	Tq Eg	Al M J	T J	P Lib
Condamnation des caricatures	8	Tq Eg	Al M J	T J	P Lib
Prudence/modération	7	Tq Eg	Al P J	T J	Lib
Protection des intérêts de la nation	5	Al	T	Eg	Lib
Dialogue interculturel	3	Tq	Al	T	
Condamnation de la violence	3	Tq	T	Lib	
Responsabilité	3	Tq	T	Eg	
Soutien de la mobilisation populaire contre les caricatures	2	J	M		
Alliance des civilisations	1	Tq			
Liberté d'expression	1	M			
Instrumentalisation politique de la religion	1	Lib			
Rôle international	1	Lib			
Manque d'information sur l'islam	1	P			
Condamnation du débat sur le choc des civilisations	1	Tq			
Défense des valeurs occidentales	0				

PPM (9 pays)

F: France,
A: Allemagne,
B: Belgique,
D: Danemark,
I: Italie,
E: Espagne,
Est: Estonie,
L: Lituanie,
H: Hongrie
Tq: Turquie,
Al: Algérie,
M: Maroc,
T: Tunisie,
P: Autorité Palestinienne,
Eg: Égypte,
J: Jordanie,
Lib: Liban,
Isr: Israël



Chapitre 2. Débat politique

1. France

La position de la classe politique fut de défendre non pas les caricatures (que beaucoup n'apprécieraient pas) mais la liberté d'expression. Les partis, tant de gauche comme de droite, réagirent de façon homogène et modérée, pour éviter des risques de violence : il y eut un consensus sur le respect des religions et la nécessité de protéger la liberté d'expression, en vertu du principe de la laïcité.

Le débat politique fut peu marqué par la polémique des caricatures : même les partis xénophobes n'exploitèrent pas vraiment cette crise. L'attitude générale de prudence fut motivée par la présence de citoyens musulmans en France et sa politique étrangère.

2. Allemagne

Il eut une différence de priorité en fonction des partis : les démocrates-chrétiens insistèrent sur la liberté de religion et sur les droits des personnes religieuses à ne pas être calomniées ; en revanche, les partis plus laïques mirent davantage l'accent sur la liberté d'expression, la nécessité de la diversité d'opinions et de la liberté de la presse. Mais en général les positions des démocrates-chrétiens et leurs politiques ne diffèrent pas beaucoup de celles des partis qui ont une position plus laïque. Tous défendirent le dialogue des cultures et le respect des croyances d'autres peuples, mais aussi les valeurs démocratiques telles que la liberté d'opinion et la liberté de presse. Les positions diffèrent plus entre les partis au pouvoir et ceux de l'opposition qu'entre partis laïcs et non laïcs : par exemple, le parti libéral exigea de couper les relations commerciales avec les pays musulmans autoritaires, comme l'Iran et la Syrie, qui instrumentalisaient la crise des caricatures.

Le débat politique actuel n'est pas très marqué par la crise des caricatures, qui ne sera probablement pas un thème majeur des prochaines élections, mais cette polémique a mis en lumière pour tous les partis importants la nécessité de développer une politique d'intégration cohérente et acceptable pour les étrangers musulmans qui vivent en Allemagne.

3. Belgique

Les élections communales proches (octobre 2006) firent qu'aucun parti n'avait intérêt à entrer dans le débat. En effet, l'électorat « musulman » commence à peser en Belgique, puisqu'une partie très importante de la population musulmane a désormais la nationalité belge. Le seul parti, à tendance xénophobe, qui manifesta sa position fut le Vlaams Belang (« Intérêt flamand »), qui organisa une manifestation devant l'ambassade danoise sous l'enseigne « Nous sommes tous des Danois ».

À part ce parti, les autres mouvements politiques eurent une réaction homogène à la crise, et parmi les arguments mentionnés, le plus fréquent fut celui de la liberté d'expression.

D'autre part, on peut dire que cette crise n'eut pas d'impact sur les programmes des partis.

4. Danemark

Le débat politique ne se fit pas entre partis laïcs et non laïcs, car il n'y a pas vraiment d'hommes politiques religieux au Danemark.

La liberté d'expression fut l'argument mis en avant par le Premier Ministre, qui le défendit avec tant de ténacité que la dirigeante d'un parti de gauche, Marianne Jelved, put dire que, s'il avait été plus enclin au dialogue, la crise n'aurait pas pris ces proportions.

La position du Premier Ministre refléta l'influence du Parti du Peuple Danois, qui est fort marqué par la xénophobie : ce parti présenta la crise des caricatures comme une menace pour le Danemark et ses valeurs, et identifia « les » musulmans – et non un groupe fanatique d'islamistes – comme ennemis.

Quand la crise s'aggrava, les partis d'opposition décidèrent de laisser le gouvernement faire son travail et de garder les critiques pour plus tard. Cette crise provoqua de nombreux débats internes et de frictions entre les partis. À plusieurs reprises, des hommes politiques s'éloignèrent de la ligne officielle de leur propre parti.

Malgré la gravité de la crise, il ne semble pas qu'elle ait eu un impact sur les programmes des partis.

Le débat politique fut divisé moins entre politiciens laïcs et non laïcs qu'entre, d'une part, les partisans d'un discours ouvert à l'égard de l'islam et de l'immigration, et d'autre part, les partisans d'un discours de supériorité, d'identité et de choc des civilisations. Le discours ouvert – qui parlait de liberté, d'intégration des étrangers, de coopération avec le Proche-Orient et distinguait entre les musulmans radicaux et les modérés – était celui de la coalition de l'opposition (« Ulivo » = Olive). Quant au discours fermé – qui insistait sur les fortes différences existantes avec les étrangers, le choc des cultures, et ne distinguait pas entre les différents types de musulmans –, il était plutôt celui de la coalition du gouvernement de Berlusconi (« Casa della Libertà » = Maison de la Liberté). Dans cette coalition de droite, on comptait le parti de la Ligue du Nord, clairement xénophobe, mais aussi d'autres partis peu enclins à l'immigration, mais ouverts à des solutions modérées.

La position officielle du gouvernement – liberté d'expression et responsabilité – fut largement diffusée dans l'opinion publique, mais avec des priorités différentes selon les secteurs : par exemple, l'opinion catholique insista sur la liberté de croyances religieuses ; quant aux socialistes, ils donnèrent plus d'importance à la tradition laïque d'inspiration française.

En définitive, la crise des caricatures n'eut pas d'impact sur les programmes des différents partis.

Il est difficile de classer les partis espagnols comme laïcs ou d'inspiration religieuse. Néanmoins, il existe trois partis qui appartiennent à la famille démocrate-chrétienne : le Parti Populaire (PP), principal parti de l'opposition, ainsi que deux petits partis nationalistes, l'Union Démocratique de Catalogne (UDC) et le Parti Nationaliste Basque (PNV). Ces deux derniers s'alignèrent sur la position modérée du gouvernement socialiste, tandis que le PP s'opposa à l'attitude du gouvernement dans la crise des caricatures, se présentant en « défenseur » de la liberté d'expression et profitant pour critiquer l'Alliance des Civilisations. Cette polémique doit être située dans le cadre de la polarisation de la politique espagnole entre le Parti Socialiste et le Parti Populaire. Ce dernier ne manifeste pas explicitement la xénophobie, mais son insistance sur les valeurs du monde occidental en est proche.

Quant à l'impact de la crise des caricatures sur les programmes des partis, il était peu probable, car il n'y avait pas d'élection en vue.

Le débat politique ne se fit pas entre les positions laïques et non laïques, mais consista à comprendre les griefs musulmans. En général, la crise des caricatures fut traitée de façon plutôt superficielle par la plupart des hommes politiques, vu qu'elle n'occupa pas une place centrale dans le débat et ne suscita pas de différences d'approches entre les partis. De plus, la crise ne comporta pas de réactions xénophobes de la part des partis ni n'eut d'implication sur leurs programmes.

Quant aux arguments, le plus utilisé par l'ensemble des groupes politiques fut le respect des religions.

Les opinions politiques furent assez homogènes, à part le cas isolé d'un membre du Parlement, représentant un petit parti démocrate-chrétien (MP), qui demanda l'adoption d'une loi spécifique qui réglerait les matières religieuses dans la sphère publique, mais l'idée ne fut pas prise au sérieux par les parlementaires lituaniens.

Parmi les arguments mis en avant dans le débat, il y eut l'importance de la liberté d'expression, la responsabilité et la tolérance, ainsi que la préservation des valeurs et des traditions européennes.

Enfin, la crise ne provoqua pas de réactions xénophobes de la part des partis et n'eut pas d'influence sur leurs programmes.

5. Italie

6. Espagne

7. Estonie

8. Lituanie

9. Hongrie

Les réactions politiques furent différentes selon les partis laïcs ou d'inspiration religieuse. Le petit Parti du Peuple Démocrate Chrétien considéra inacceptable de ridiculiser les symboles religieux, que ce soit le costume des prêtres ou la figure de Mohammed. Il rappela que les principes démocratiques incluent l'acceptation que la liberté de chacun s'arrête là où commence celle de l'autre.

Quant aux partis politiques laïcs, ce furent les libéraux (SZDSZ) qui donnèrent leur opinion, à la fois au Parlement et dans une lettre ouverte aux communautés musulmanes de Hongrie : dans cette lettre, il leur était demandé d'accepter les valeurs fondamentales de la démocratie occidentale, comme la liberté d'expression et de presse, même si celle-ci peut parfois heurter les sensibilités.

10. Turquie

Tous les hommes politiques réagirent de la même façon devant la crise, dans la mesure où ils considéraient tous les caricatures comme irrespectueuses. À cet égard, il n'y eut pas de claire division entre laïcs et religieux. Néanmoins, les partis conservateurs, islamistes et ultra-nationalistes réagirent avec plus de virulence. En revanche, le Président de la République, connu pour ses opinions laïques, garda le silence durant toute la crise.

Quant aux arguments utilisés dans le débat politique, le principal était que le respect de la religion est important et que la liberté d'expression n'est pas sans limites. De plus, quand la crise devint plus violente, l'argument de la sécurité fut également mentionné.

La crise des caricatures ne fut pas une question majeure, à part pour le gouvernement, et elle n'influença pas les programmes politiques.

11. Algérie

Les partis politiques suivirent globalement l'attitude de l'opinion publique, en dénonçant l'offense à l'islam et la nouvelle forme d'hostilité que certains milieux en Occident manifestent à l'égard de l'islam et des musulmans. En revanche, les partis se réclamant de la mouvance islamiste réagirent avec plus de virulence, donnant quelquefois à cette affaire une connotation de guerre de religions.

En ce qui concerne les arguments qui alimentèrent le débat politique, le respect des religions et le caractère sacré du Prophète furent mis en avant pour dénoncer les caricatures. Celles-ci furent expliquées par la xénophobie et le racisme anti-musulman qui se développe en Occident.

Enfin, il faut signaler que cette crise n'eut aucun impact sur les programmes des partis politiques.

12. Maroc

On ne constata pas beaucoup de différences entre les partis politiques : tous condamnèrent la publication des caricatures et participèrent aux manifestations. Plusieurs dirigeants des partis, tant de la majorité que de l'opposition, exprimèrent unanimement leur vif mécontentement à l'égard de cet acte et demandèrent l'adoption d'un « pacte international » interdisant de porter atteinte à toutes les religions. Tous considérèrent la publication des caricatures comme un « acte offensif contre les musulmans », rejetant l'argument de la liberté d'expression.

L'homogénéité des réactions des partis fit que la crise des caricatures n'eut pas d'impact sur les programmes politiques.

13. Tunisie

Aucun homme politique ne réagit de manière individuelle durant toute la crise. Seuls les partis prirent position, et aucun ne manifesta de xénophobie. Tous les partis s'alignèrent sur la position « d'attachement aux valeurs de modération, tolérance, dialogue et diversité ». Même ceux de l'opposition réagirent de la même façon et au même moment (le 10 février) dans une déclaration où ils adoptaient totalement la position officielle, en rappelant les valeurs de dialogue et de tolérance auxquelles s'attache la Tunisie et en dénonçant « l'utilisation de la liberté de la presse comme prétexte pour rabaisser les autres cultures, porter atteinte aux religions et à leurs symboles ».

Cette homogénéité fit que la crise n'eut pas d'impact sur les programmes des partis

Plusieurs hommes politiques firent des déclarations à la suite des réactions émotionnelles qui eurent lieu dans la rue (comme les attaques à des églises chrétiennes) : elles consistaient essentiellement à insister sur l'unité entre les chrétiens et les musulmans, et visaient à la prudence.

Mais à part ces déclarations, il n'y eut pas de réel débat politique ni de grandes différences d'opinion entre partis. Néanmoins, il y eut bien sûr des points de vue exprimés qui insistaient sur les limites de la liberté d'expression et le respect des religions, et qui voyaient dans la publication des caricatures une nouvelle expression de l'islamophobie en Europe.

D'une manière générale, la question des caricatures ne fut pas une préoccupation majeure pour les partis politiques palestiniens et n'eut pas d'impact sur les programmes des partis.

Les hommes politiques laïcs et non laïcs réagirent plus ou moins de la même manière, considérant tous les caricatures comme offensantes et refusant d'y voir l'expression de la liberté d'expression. Les uns comme les autres exprimèrent la nécessité de respecter la religion et d'éviter les insultes aux prophètes, mais par prudence, ils évitèrent de prendre part aux protestations et provocations contre le Danemark.

La seule différence résida dans la réaction à l'égard de ce pays. Les conservateurs (qui sont plus nombreux que les islamistes) appelèrent au boycott des produits danois et à un durcissement des relations avec le Danemark. Quant aux intellectuels « indépendants » et laïcs, ils ne firent pas de telle demande.

Enfin, la crise des caricatures n'eut pas d'impact sur les programmes des partis politiques.

Il n'y eut pas vraiment de débat sur la question, ni de tentative d'expliquer les raisons de la crise des caricatures. Les arguments furent les mêmes pour tous les partis : la publication des caricatures fut considérée comme un acte dirigé contre le prophète et l'islam, et donc totalement condamnable.

D'autre part, cette crise n'eut aucun impact sur les programmes des partis. Elle ne fit que confirmer le discours de certains partis antioccidentaux, anti israéliens et anti américains.

Les partis politiques laïcs réagirent tardivement, c'est-à-dire seulement à la suite de la manifestation violente du 5 février 2006. En revanche, les partis ou courants politiques d'inspiration islamique échauffèrent les esprits en multipliant les déclarations qui condamnaient la publication des caricatures, et en organisant des rassemblements et des manifestations.

L'argument récurrent fut l'offense au prophète. Cette attaque, selon la plupart des dirigeants des partis politiques d'inspiration islamique, s'inscrit dans le cadre de « la campagne américaine et occidentale contre l'islam et de la soi-disant guerre contre le terrorisme ». À cet égard, la crise des caricatures ne changea pas les programmes des partis.

En revanche, la manifestation violente du 5 février créa une division tranchée entre d'une part, les pro-syriens (dont le Hezbollah, les organisations palestiniennes, le Hamas ou le Jihad islamique et certains députés et anciens députés proches de la Syrie) et d'autre part, les anti-syriens (proches du courant du Futur du Premier Ministre Rafic Hariri).

Il n'est pas fait mention d'un débat politique sur la question des caricatures.

14. Autorité palestinienne

15. Égypte

16. Jordanie

17. Liban

18. Israël

Synthèse des thèmes et attitudes prioritaires des partis politiques

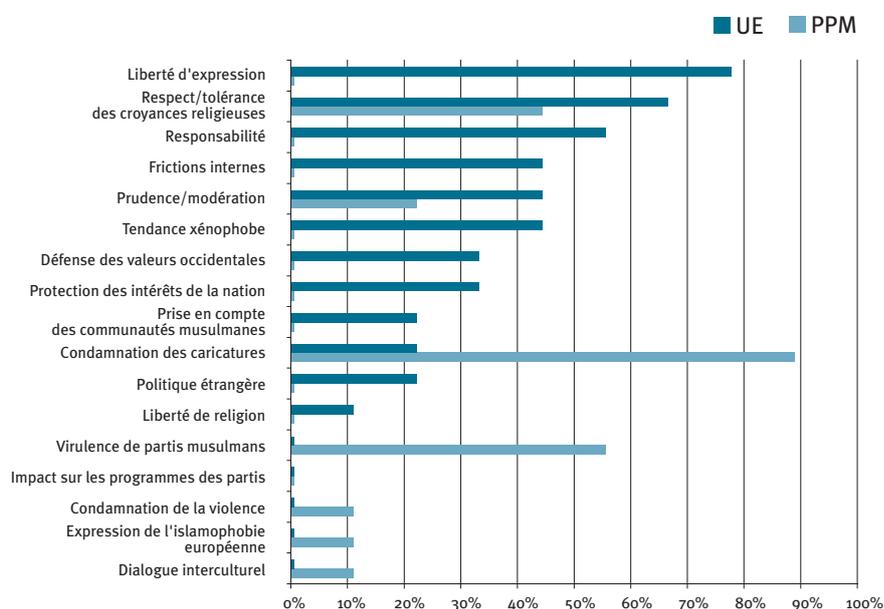
UE (9 pays)

Liberté d'expression	7	F E	A L	D B	I
Respect/tolérance des croyances religieuses- limites de la liberté d'expression	6	A H	I F	L	Est
Responsabilité	5	F A	I	H	L
Frictions internes	4	D	I	E	H
Prudence/modération	4	F	A	I	B
Tendance xénophobe	4	D	I	E	B
Défense des valeurs occidentales	3	E	L	H	
Protection des intérêts de la nation	3	F	A	I	
Prise en compte des communautés musulmanes	3	F	A	B	
Condamnation des caricatures	2	A	E		
Politique étrangère	2	A	F		
Liberté de religion	1	A			
Dialogue interculturel	0				
Virulence de partis musulmans	0				
Impact sur les programmes des partis	0				
Expression de l'islamophobie européenne	0				
Condamnation de la violence	0				

PPM (9 pays)

F: France,
A: Allemagne,
B: Belgique,
D: Danemark,
I: Italie,
E: Espagne,
Est: Estonie,
L: Lituanie,
H: Hongrie
Tq: Turquie,
Al: Algérie,
M: Maroc,
T: Tunisie,
P: Autorité Palestinienne,
Eg: Égypte,
J: Jordanie,
Lib: Liban,
Isr: Israël

Condamnation des caricatures	8	Tq Eg	Al M	T J	P Lib
Respect/tolérance des croyances religieuses- limites de la liberté d'expression	7	Tq Eg	Al J	T Lib	P
Virulence de partis musulmans	5	T M	Alg	Eg	Lib
Prudence/modération	3	T	Eg	P	
Condamnation de la violence	1	Tq			
Dialogue interculturel	1	T			
Frictions internes	1	Lib			
Expression de l'islamophobie européenne	1	P			
Responsabilité	0				
Protection des intérêts de la nation	0				
Liberté d'expression	0				
Liberté de religion	0				
Impact sur les programmes des partis	0				
Tendance xénophobe	0				
Politique étrangère	0				
Prise en compte des communautés musulmanes	0				
Défense des valeurs occidentales	0				



Les organisations religieuses condamnèrent les caricatures et appelèrent au respect des croyants, et ceci tout au long de la crise. Le Recteur de la mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, déclara : « La déclaration du chef de l'État me paraît un appel opportun pour que la liberté ne soit absolument pas remise en cause mais pour que l'usage de cette liberté se fasse dans le sens de la responsabilité ». Quant au Président de la Fédération Nationale des Musulmans de France, Mohammed Bechari, il affirma : « Nous sommes très attachés à la liberté de la presse mais nous ne pouvons admettre qu'au nom de cette liberté 1,5 milliards de musulmans soient insultés ».

L'opinion du Secrétaire Général de la Conférence des évêques, Monseigneur Stanislas Lalane, allait dans le même sens, appuyant ainsi les musulmans : « La liberté d'expression oui, à condition de respecter ce qui fait les convictions profondes et intimes des croyants ».

Quant aux croyants eux-mêmes, ils étaient dans l'ensemble en accord avec leurs organisations religieuses.

Les Églises protestante et catholique incitèrent toutes les deux le public et la presse à développer plus de respect et de sensibilité à l'égard des croyances religieuses, mais condamnèrent toute violence commise au nom de la religion, ainsi que toute instrumentalisation de la religion.

Il n'y eut pas de rapport indiquant un désaccord entre les croyants et les organisations religieuses.

Parmi les musulmans, il y eut d'abord une manifestation spontanée, puis une autre qui regroupa quelques 3.000 personnes le 11 février 2006. Cette manifestation ne fut pas soutenue par les instances « officielles » de l'islam belge.

Au sein de la communauté musulmane eut lieu un débat interne important entre ceux qui souhaitaient réagir vigoureusement et d'autres qui, tout en désapprouvant les caricatures, tendaient à penser qu'il valait mieux ne pas manifester, car cela serait contreproductif et d'autre part, le principe de la liberté d'expression devait être respecté.

Du côté des autorités religieuses catholiques, des positions solidaires se manifestèrent à l'égard des musulmans qui se sentaient blessés par les caricatures.

Un petit groupe d'imams leaders d'opinion s'engagea très fort dans le débat sur les caricatures. En décembre 2005, une délégation d'imams de la Communauté musulmane du Danemark voyagea en Égypte, apportant avec eux de la documentation sur la « campagne de diffamation » contre les musulmans qui avait lieu au Danemark. Pendant ce voyage, la délégation visita le Ministre d'Affaires Étrangères d'Égypte, le Secrétaire Général de la Ligue Arabe, ainsi que des leaders spirituels musulmans de haut rang.

Le 3 janvier 2006, Hanna Ziadeh, chercheur à l'Institut du Dialogue Danois Égyptien, déclara que la délégation d'imams avait mal informé les médias arabes sur la crise des caricatures et la situation au Danemark.

Des évêques de l'Église Luthérienne furent aussi impliqués dans la crise des caricatures. En effet, en février, une délégation d'évêques se rendit en Égypte pour parler aux dirigeants musulmans afin de favoriser le dialogue, et cela à la demande et aux frais du Ministère Danois des Affaires Étrangères.

En ce qui concerne les communautés de fidèles musulmans, elles se sentirent insultées par les caricatures. Au Danemark, il y a un peu moins de 200.000 musulmans, qui représentent des tendances très fragmentées : certains sont très religieux, mais d'autres ne sont pas très pratiquants. Par conséquent, beaucoup de musulmans eurent l'impression durant la crise que le débat était monopolisé par les imams qui parlaient au nom de toute la communauté musulmane. C'est pourquoi, quand la crise prit des dimensions, de nombreux musulmans modérés ressentirent le besoin de participer au débat et créèrent une nouvelle organisation danoise – Musulmans Démocratiques –, pour montrer qu'il n'y a pas de contradiction entre le fait d'être musulman et démocratique.

Chapitre 3. Débat religieux

1. France

2. Allemagne

3. Belgique

4. Danemark

5. Italie

L'Église Catholique, dont l'opinion officielle fut transmise par le porte-parole du Vatican Joaquim Navarro le 4 février 2006, montra une grande compassion à l'égard des griefs musulmans, mais en même temps condamna fortement la violence et déculpabilisa les gouvernements de la responsabilité des idées exprimées par les citoyens. Cette position, confirmée par le pape lui-même à de nombreuses occasions, fut maintenue durant toute la durée de la crise des caricatures. Il faut aussi signaler les désaccords qu'il y eut entre la hiérarchie et les croyants sur plusieurs thèmes comme les relations avec l'islam, la réciprocité des musulmans à protéger les chrétiens dans le monde musulman, l'intégration des étrangers, ainsi que l'idée d'un cardinal de faire enseigner le Coran dans les écoles publiques, qui déclencha une grande polémique.

Quant à la communauté juive, elle était en général d'accord avec la position chrétienne, tout en étant plus proche des partis conservateurs.

En ce qui concerne la communauté musulmane, elle était unie et d'accord avec la position modérée du gouvernement.

6. Espagne

En ce qui concerne l'Église Catholique, la réaction la plus significative émana de Juan del Río, évêque de Jerez et responsable de communication de l'Église Catholique espagnole. Il déclara que le gouvernement socialiste demandait le respect pour l'islam, mais tolérait les insultes à la foi catholique. Par ailleurs, plusieurs théologiens condamnèrent les caricatures, considérant qu'elles étaient provocantes et que la liberté d'expression ne peut pas être conçue sans respect, mais condamnèrent également la violence et l'instrumentalisation de la religion.

D'autre part, les plus grandes organisations musulmanes ainsi que la Commission Musulmane Espagnole regrettèrent et condamnèrent la publication des caricatures et félicitèrent le président Zapatero pour son projet d'Alliance des Civilisations et pour ses efforts à cesser de confondre l'islam avec le terrorisme. Plusieurs imams appelèrent à des prières collectives comme forme de protestation, et seule une minorité musulmane eut des réactions plus fortes à Ceuta et Bilbao (boycotts et manifestations, qui ne comptèrent pas un grand nombre de participants). Quant à Barcelone, une manifestation interreligieuse fut organisée à l'initiative de la communauté musulmane, de la même façon qu'il y en eut à Londres, Berlin, Paris, Bern, etc. en février 2006.

7. Estonie

L'Église Luthérienne exprima la nécessité de la tolérance religieuse et appela à la modération. Cette position fut maintenue à travers toute la crise.

D'autre part, comme l'Estonie est un pays laïc, il n'y eut pas de débat important parmi les communautés religieuses et les fidèles.

8. Lituanie

Le représentant de la petite communauté musulmane demanda au gouvernement danois des excuses officielles, tout en affirmant son désaccord avec les réactions violentes de certains musulmans dans d'autres pays.

9. Hongrie

Les autorités religieuses exprimèrent la conviction que l'insulte à une croyance religieuse d'une communauté ne peut pas être incluse dans la liberté d'expression.

Quant à la communauté musulmane, elle rejeta « toute ironie, dessin ou humiliation du Prophète. » En même temps, elle appela « le gouvernement ainsi que les partis et le peuple hongrois à préserver ensemble leur tolérance, et montrer l'exemple devant l'Union européenne. »

10. Turquie

La Direction des Affaires Religieuses, qui dépend du Cabinet du Premier Ministre, est le seul organe officiel qui peut présenter des opinions sur les matières religieuses. Dans le cas des caricatures, sa position fut la même que celle du gouvernement : il considéra les caricatures comme irrespectueuses à l'égard de l'islam, mais manifesta aussi sa préoccupation devant certaines réactions violentes dans le monde musulman.

En général, le public laïc donna moins d'importance aux caricatures et considéra la réaction de certains musulmans comme exagérée.

La position des autorités religieuses musulmanes se caractérisa par une condamnation sans équivoque des caricatures, notamment à travers les prières collectives du vendredi.

Quant à l'Église catholique, elle aussi condamna fermement les caricatures, par le biais de nombreuses interventions publiques de son principal responsable, Mgr. Henri Teissier, Archevêque d'Alger, tandis que l'Église protestante fut plus discrète dans sa condamnation.

En ce qui concerne la communauté des fidèles, elle eut globalement la même position que celle des autorités religieuses.

Le Conseil Supérieur des Oulémas déclara que la publication des caricatures était un acte provocateur pour les musulmans et créait un amalgame entre le prophète et certains actes violents étrangers aux valeurs de l'islam.

Quant aux autres communautés religieuses, y compris la juive, elles condamnèrent unanimement les caricatures.

Dans le sermon du 3 février, les imams, qui sont des fonctionnaires dépendant du Ministère des Affaires Religieuses, consacèrent une partie de leurs discours à la question des caricatures et y réaffirmèrent « les constantes de la Tunisie en matière de diffusion des valeurs de modération et de juste milieu et de rejet de l'extrémisme, de la violence et de toute forme d'expression émanant de certains journaux étrangers qui portent atteinte au prophète et aux symboles sacrés des religions ». C'était une sorte d'annonce de la position du gouvernement.

Vu l'absence de débat au sein des mosquées, il est difficile de dire jusqu'à quel point les fidèles du vendredi étaient d'accord ou non avec les prêches des imams.

Les dirigeants des différentes religions appelèrent à l'unité de toutes les communautés religieuses. On put en effet distinguer un consensus entre les différentes traditions : toutes condamnèrent les caricatures, critiquèrent la provocation, l'offense et l'attitude politique irresponsable de la part du gouvernement danois, et appelèrent au respect de toutes les religions.

Comme en Tunisie, les autorités religieuses égyptiennes font partie de l'appareil d'État et suivent les directives du gouvernement sur de nombreuses questions. De ce fait, ils ne purent pas avoir de position extrême sur cette crise. Quant aux groupes religieux indépendants, ils étaient divisés entre ceux qui voulaient durcir les relations avec le Danemark et ceux qui avaient une position modérée. Malgré la colère manifestée occasionnellement dans les colonnes des journaux, il n'y eut aucun incident violent ou d'attaque contre les intérêts danois.

La position des communautés religieuses fut très homogène : même les chrétiens dénoncèrent la publication des caricatures comme un acte antimusulman et inacceptable moralement.

D'autre part, il n'y eut pas de différence entre les autorités religieuses et les fidèles : tout le monde était d'accord sur l'affront au prophète.

11. Algérie

12. Maroc

13. Tunisie

14. Autorité palestinienne

15. Égypte

16. Jordanie

17. Liban

Le conseil de la communauté chiite, et à sa tête le Cheikh Abdel-Amir Qabalan, considéra qu'il s'agissait d'une « atteinte à toutes les religions célestes en général et à l'islam et son milliard de croyants en particulier ». Il demanda de « punir la publication pour donner l'exemple et pour qu'un tel acte ne se reproduise pas ».

Pour sa part, le Dar-el-Fatwa (autorité religieuse sunnite), et à sa tête le Mufti de la République Cheikh Mohammed Rachid Qabbani, considéra qu'il s'agissait d'une « offense très grande et humiliante » et que le « journal danois devrait reconnaître son tort, présenter des excuses claires et franches aux musulmans et ouvrir ses pages aux écrivains musulmans afin qu'ils puissent bien présenter le prophète et expliquer l'islam ».

Enfin, il y eut une adéquation, voire une relation d'influence réciproque, entre les positions des représentants religieux et de leurs communautés respectives.

18. Israël

Il y eut des réactions de personnalités religieuses (rabbins) et d'organisations juives en dehors d'Israël. Ces commentaires tendaient à insister sur l'insulte à l'islam et à rappeler que l'on n'obtient rien en insultant la religion, mais ils condamnèrent aussi la réaction violente à l'insulte. Le président du Congrès Juif Mondial à New York remarqua que « tout ce que les caricatures ont réussi à faire était de blesser les musulmans au lieu de mettre l'accent sur les fanatiques qui méritent, eux, des critiques. » Il terminait son commentaire en se référant à l'argument de la liberté d'expression : « Nous ne pouvons pas restreindre la liberté d'expression, c'est nous que nous devons restreindre ».

Tolérance - respect des croyances	6	A H	I B	E	Est
Condamnation des caricatures	4	I	E	H	B
Condamnation de la violence	3	A	I	E	
Condamnation de l'instrumentalisation de la religion	2	A	E		
Dialogue	1	D			
Désaccords entre la hiérarchie et les fidèles	1	I			
Liberté d'expression	0				

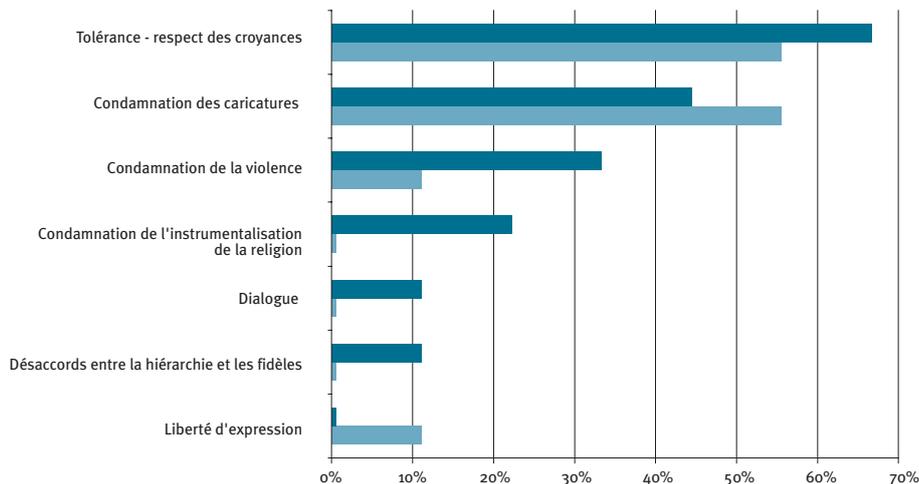
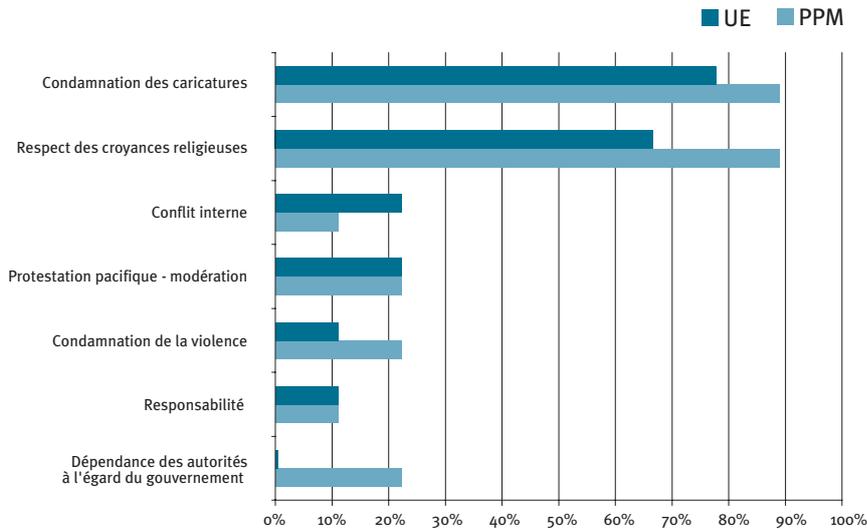
Synthèse des thèmes et attitudes prioritaires des communautés religieuses

UE (9 pays)

Condamnation des caricatures	5	Al M	Isr	J	P
Tolérance - respect des croyances	5	Al M	Isr	J	P
Condamnation de la violence	1	Isr			
Liberté d'expression	1	Isr			
Condamnation de l'instrumentalisation de la religion	0				
Dialogue	0				
Désaccords entre la hiérarchie et les fidèles	0				

PPM (9 pays)

F: France,
A: Allemagne,
B: Belgique,
D: Danemark,
I: Italie,
E: Espagne,
Est: Estonie,
L: Lituanie,
H: Hongrie
Tq: Turquie,
Al: Algérie,
M: Maroc,
T: Tunisie,
P: Autorité Palestinienne,
Eg: Égypte,
J: Jordanie,
Lib: Liban,
Isr: Israël



Chapitre 4. Attitudes de la population

1.

France

Même si la liberté d'expression est totalement acceptée, les enquêtes d'opinion réalisées par les journaux indiquèrent que les caricatures furent vécues comme une agression injuste et gratuite venant d'une société – la danoise – qui était perçue jusque-là comme respectueuse des autres. Le sentiment général, et en particulier de l'ensemble des musulmans de France, fut celui de l'incompréhension et de la discrimination : le judaïsme semblait mieux protégé que l'islam.

2.

Allemagne

Les sondages d'opinion n'indiquèrent pas une augmentation du soutien aux partis de droite, comme cela se passa au Danemark et en Norvège. La population sembla modérée sur la crise des caricatures. Des enquêtes d'opinion, telle que celle publiée par Forsa – un célèbre centre de recherche d'opinion allemand – et diffusée par le magazine hebdomadaire Stern, montrèrent que plus de 60 % des personnes interviewées n'apprécièrent pas les caricatures qui discréditaient une religion. De plus, la diffusion des caricatures mena à un élargissement du fossé entre les Allemands et la communauté musulmane.

L'opinion du public varia en fonction de la religion : les catholiques furent les plus choqués par les caricatures, car elles étaient blasphématoires (67%), alors que seulement 62% des protestants et 51 % des athées condamnèrent toute forme de plaisanterie ou de caricature de croyances religieuses.

3.

Belgique

Du côté non musulman, on put noter une certaine lassitude et irritation devant ce nouveau débat. On ne peut pas l'affirmer clairement, en l'absence d'enquête d'opinion, mais il s'agissait d'une attitude assez générale de la population belge.

4.

Danemark

La majorité des Danois était d'accord avec le Premier Ministre que la liberté d'expression est un droit indéniable et que le gouvernement ou le peuple danois n'étaient pas responsables d'une décision prise par un journal, de la même façon que tous les musulmans n'étaient pas responsables de l'incendie des ambassades. Mais en même temps, beaucoup de Danois trouvaient arrogant que le Premier Ministre ait refusé d'avoir une réunion avec les ambassadeurs.

Dans le public, il y avait trois façons différentes de voir la crise des caricatures :

- comme une question de liberté d'expression;
- comme un exemple du choc des civilisations;
- comme une conséquence du ton utilisé à l'égard des musulmans au Danemark.

Après cette crise, de nombreux projets de dialogue virent le jour, associant parfois d'anciens ambassadeurs, des écrivains, des artistes, des hommes d'affaires et des ONG. Le Proche-Orient et l'islam sont devenus des sujets d'intérêt, mais en même temps, il semble que l'hostilité à l'égard des musulmans ait augmenté : depuis l'affaire des caricatures, 45 % des Danois ont moins de sympathie pour les musulmans.

Dans une enquête d'opinion réalisée par le "Danish Broadcast Cooperation" le 29 janvier 2006, 79 % des Danois étaient d'accord sur le fait que le Premier Ministre ne devait pas s'excuser pour la publication des caricatures, tandis que 18 % pensaient que oui. D'autre part, 62 % pensaient que le journal Jyllands Posten ne devait pas s'excuser pour les caricatures, mais 31 % disaient que oui.

5.

Italie

Même si la question des caricatures émut les élites, elle était dépourvue d'intérêt pour la majorité de la classe moyenne. La position générale semble avoir été conforme à celle que les Italiens ont globalement sur les musulmans, c'est-à-dire peu d'opinions marquées mais un certain malaise.

Selon l'enquête réalisée par l'Institut Royal Elcano¹⁴, le public en général désapprouva la publication des caricatures ainsi que la réaction violente – qui eut lieu dans de nombreuses capitales arabes – et ses motivations religieuses. Néanmoins, un secteur important de la population espagnole considéra que le droit d'expression était « sacré » et que la réaction du gouvernement n'était pas acceptable.

Un autre résultat de l'enquête fut que les personnes soutenant la publication des caricatures étaient principalement des jeunes gens ayant un haut niveau d'éducation, ou des personnes ayant une affiliation à un parti politique qui défendait cette position (PP et, dans une moindre mesure, le parti nationaliste catalan de centre-droite, CiU) ; en revanche, les personnes votant le Parti Socialiste (PSOE) ou le parti communiste (IU) avaient tendance à désapprouver la publication des caricatures.

Enfin, il ressortit de l'enquête que l'islam et les musulmans avaient une mauvaise image dans le public espagnol, étant perçus comme autoritaires, religieux et violents. Dans cet ordre d'idées, 62% des personnes interviewées affirmèrent qu'il existait un choc des civilisations entre l'Occident et l'islam, et 45 % étaient favorables à l'initiative de l'Alliance des Civilisations (surtout parmi les personnes de gauche).

L'opinion publique manifesta des sentiments mélangés sur la crise des caricatures. D'une part, on pouvait distinguer un soutien au gouvernement et aux positions danoises, mais on pouvait aussi entendre des critiques de la presse qui décida d'imprimer les caricatures. D'une manière générale, les Estoniens soutenaient plus le point de vue danois, tandis que la communauté russe, plus religieuse (orthodoxe), était plus sensible au respect des croyances religieuses.

D'après les sondages (réalisés par Baltic New Service/Faktum), seuls 18 % des Estoniens soutenaient la publication des caricatures et 68 % considéraient que la presse danoise se trompa en les publiant.

Il y eut une division entre ceux qui voyaient la publication des caricatures comme la manifestation de la liberté d'expression et ceux qui les considéraient comme choquantes pour les musulmans.

Dans l'enquête réalisée par le quotidien Népszabadság, il apparaissait clairement que la population était plus tolérante en matière de liberté de presse quand elle concernait les caricatures de Mohammed que quand il s'agissait de tourner en dérision des symboles chrétiens : seuls 23,1 % trouvaient les caricatures de Mohammed inacceptables, alors que 35,4 % étaient contre la ridiculisation de symboles chrétiens.

Plusieurs manifestations eurent lieu dans différentes villes comme Istanbul et quelques autres, mais seule une minorité y participa. Les manifestations furent organisées de façon pacifique par des ONG islamistes, contre les pays européens qui publiaient les caricatures et contre les Etats-Unis et Israël ; par ailleurs, elles appelaient au boycott des produits danois et norvégiens, même si la plupart des Turcs ne le soutenaient pas.

Des enquêtes, réalisées par certains journaux et sites web, montrèrent que la grande majorité de la population considérait les caricatures comme insultantes, même si les personnes religieuses étaient plus sensibles que les laïcs.

La population algérienne en général fut offensée par les caricatures, comme cela ressortit du courrier des lecteurs de la presse. D'autre part, cette affaire alimenta et renforça les tenants de la théorie du choc des civilisations.

La condamnation fut unanime, mais aucun sondage d'opinion ne fut effectué sur cette question en Algérie, comme dans aucun pays du Maghreb.

6. Espagne

7. Estonie

8. Lituanie

9. Hongrie

10. Turquie

11. Algérie

14. http://www.realinstitutoelcano.org/barometro/Abril2006/11BRIE_Abril2006.pdf

12. Maroc

Les réactions de la société s'exprimèrent sous la forme de manifestations, qui furent organisées à l'initiative de mouvements musulmans marocains. Par exemple, la manifestation du 3 février 2006 rassembla des représentants de nombreuses formations politiques, syndicales et étudiantes et d'associations humanitaires, qui désapprouvaient toutes les caricatures et demandaient des mesures pour que la liberté d'expression ne devienne pas l'équivalent d'insulte et de diffamation. Au total, une soixantaine de rassemblements pacifiques eurent lieu dans une vingtaine de villes marocaines pour revendiquer des excuses de la part des responsables des caricatures et pour lancer des appels au boycott des produits danois.

13. Tunisie

Il n'y eut aucun mouvement de masse ou de manifestation spontanée. Quelques milliers de personnes participèrent à la manifestation organisée par le RCD, le parti au pouvoir, dans un parcours tracé à Tunis. En dehors de cette manifestation organisée, l'attitude générale était à situer entre l'indifférence et l'indignation contre l'agression à la religion.

Bien qu'il n'y ait eu aucune enquête ou sondage d'opinion, on peut affirmer que cette opinion était généralisée. Par exemple, à l'université, plusieurs manifestations furent organisées surtout par les étudiants dont la religiosité est visible et qui voulaient exprimer leur indignation.

14. Autorité palestinienne

Le mécontentement populaire contre la publication des caricatures s'exprima notamment par des manifestations, mais seulement le jour de la prière du vendredi, car elles étaient organisées essentiellement par des membres des partis religieux. On doit aussi mentionner le boycott des produits danois qui eut lieu après l'insistance du gouvernement danois à défendre la liberté d'expression sans limite.

Il y eut aussi des attaques à des églises chrétiennes à Gaza de la part de certains groupes radicaux minoritaires, mais le gouvernement palestinien intervint immédiatement pour y mettre un terme.

15. Égypte

Aucune enquête d'opinion ne fut réalisée précisément sur la crise, mais le public égyptien fut plus ou moins unanime à penser que les caricatures étaient offensantes et que les excuses officielles du gouvernement danois auraient été justifiées.

Tout au long de la crise, les différents groupes d'âge réagirent le plus souvent de la même manière. Cependant, la rhétorique et le ton de la réaction différèrent selon les personnes en fonction de leur éducation, leur niveau social et leur tendance politique.

Même si le public dans son ensemble fut choqué par les caricatures, la plupart évitèrent de prendre part aux protestations.

16. Jordanie

La population fut unie dans la condamnation des caricatures, mais il y eut des variations dans les opinions, qui furent plus ou moins radicales selon les personnes (dirigeants islamistes ou non).

En revanche, il n'y eut pas de différences entre les classes sociales : les classes élevées réagirent de la même façon que les autres couches de la population.

De nombreuses manifestations eurent lieu dans tout le pays et de nombreux segments de la société y participèrent pour manifester leur mécontentement.

17. Liban

La population musulmane en général se sentit offensée. Une foule de plus de 15.000 personnes répondit à l'appel du « Mouvement national pour la défense du prophète Mohammed » devant le consulat du Danemark à Beyrouth.

Il est à noter que les manifestants les plus déchaînés étaient des jeunes hommes, d'une vingtaine d'années, issus des quartiers populaires de Beyrouth ou de la banlieue sud, visiblement « manipulés » par des « partis politiques et sécuritaires du passé [d'avant le retrait syrien du Liban] ».

18. Israël

L'attitude du peuple fut vraisemblablement reflétée par les médias (cf. chapitre 6), mais il est difficile d'en être sûr sans sondage d'opinion.

Synthèse des thèmes et attitudes prioritaires de la population

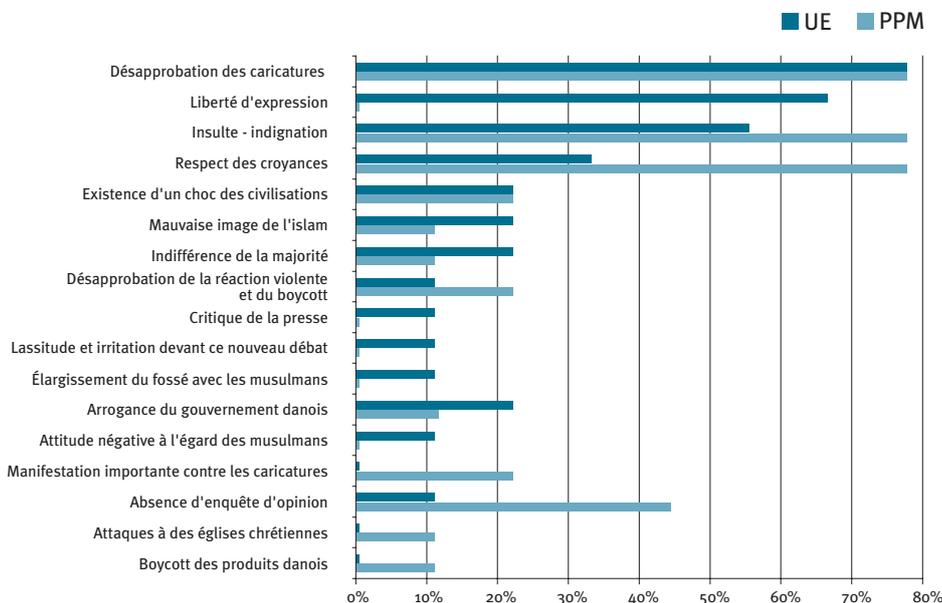
UE (9 pays)

Désapprobation des caricatures	7	F	A	E	Est
Liberté d'expression	6	F	D	E	Est
Insulte - indignation	5	F	A	L	Est
Respect des croyances	3	L	H	Est	
Existence d'un choc des civilisations	2	D	E		
Mauvaise image de l'islam	2	I	E		
Indifférence de la majorité	2	I	B		
Désapprobation de la réaction violente et du boycott	1	E			
Critique de la presse	1	Est			
Lassitude et irritation devant ce nouveau débat	1	B			
Élargissement du fossé avec les musulmans	1	A			
Arrogance du gouvernement danois	1	D			
Attitude négative à l'égard des musulmans	1	D			
Absence d'enquête d'opinion	1	B			
Manifestation importante contre les caricatures	0				
Attaques à des églises chrétiennes	0				
Boycott des produits danois	0				

PPM (9 pays)

Désapprobation des caricatures	7	Tq	Al	T	Lib
Insulte - indignation	7	Tq	T	Eg	Lib
Respect des croyances	7	Tq	Al	T	Lib
Absence d'enquête d'opinion	5	Al	T	Eg	M
Désapprobation de la réaction violente et du boycott	2	Tq	Isr		
Existence d'un choc des civilisations	2	Al	Isr		
Manifestation importante contre les caricatures	6	Tq	Eg	P	Lib
Indifférence de la majorité	1	T			
Mauvaise image de l'islam	1	Isr			
Boycott des produits danois	1	P			
Attaques à des églises chrétiennes	1	P			
Arrogance du gouvernement danois	1	Lib			
Élargissement du fossé avec les musulmans	0				
Critique de la presse	0				
Attitude négative à l'égard des musulmans	0				
Liberté d'expression	0				
Lassitude et irritation devant ce nouveau débat	0				

F: France,
 A: Allemagne,
 B: Belgique,
 D: Danemark,
 I: Italie,
 E: Espagne,
 Est: Estonie,
 L: Lituanie,
 H: Hongrie
 Tq: Turquie,
 Al: Algérie,
 M: Maroc,
 T: Tunisie,
 P: Autorité Palestinienne,
 Eg: Égypte,
 J: Jordanie,
 Lib: Liban,
 Isr: Israël



Chapitre 5. Communautés étrangères

1. France

Les communautés étrangères eurent une réaction homogène. Les musulmans de France furent sensibles à la condamnation des caricatures prononcée par le Président Jacques Chirac, ainsi qu'à la solidarité des autres communautés de croyants. Seules des organisations radicales de musulmans portèrent plainte contre certains journaux qui avaient publié les caricatures.

En ce qui concerne la situation des populations arabo-musulmanes au moment de la crise, on peut dire qu'elles subissaient des discriminations dans l'accès au logement, la recherche d'un emploi et les loisirs (discothèque). La France vivait de graves tensions sociales (CPE – contrat de premier emploi – et émeutes des banlieues), et les caricatures, qui représentaient un blasphème contre l'islam, firent craindre une radicalisation des communautés musulmanes. C'est pourquoi le discours du gouvernement fut modéré, mais celui-ci ne prit pas de mesures après cette crise.

2. Allemagne

On peut dire qu'il n'y a pas "une" seule communauté étrangère en Allemagne, et de ce fait, il y eut plusieurs points de vue sur la crise des caricatures. Néanmoins, l'opinion dominante, partagée par les seize plus grandes organisations musulmanes, consistait à condamner le manque de respect à l'égard de l'islam, mais en même temps à éviter le dialogue radical inspiré du choc des civilisations et à rejeter tout acte de violence. La classe politique loua d'ailleurs le point de vue modéré des communautés musulmanes.

D'autre part, il faut savoir que ces communautés subissaient des formes de discrimination, par exemple en matière d'éducation et d'emploi.

Après la crise des caricatures, il n'y eut pas de mesures spécifiques, car l'Allemagne avait eu un large débat sur l'échec de sa politique d'intégration plusieurs mois avant cette polémique. C'est pourquoi les principales mesures de réforme furent prises auparavant.

3. Belgique

Après des musulmans, qui ne peuvent plus être considérés « migrants » car ils sont désormais en majorité citoyens belges, l'attitude généralisée était l'expression du désaccord à l'égard des caricatures et une certaine souffrance devant ce qu'ils considèrent comme une insulte à la personne du Prophète. Ils furent partagés quant à l'utilité ou non d'une réponse et à son mode de formulation. Par ailleurs, certains « musulmans laïcs », c'est à dire agnostiques, défendirent l'idée que les représentations du Prophète et le blasphème étaient présents dans l'histoire de l'islam. Cette position minoritaire fut assez largement répandue dans la presse.

D'autre part, il est probable que l'intégration des musulmans à différents niveaux des structures (écoles, instances politiques) et de plusieurs commissions belges, ainsi que la maturation au sein de la communauté musulmane, aient évité des formulations et des prises de position trop rapides ou radicales.

Quant à savoir si les communautés étrangères étaient habituellement sujettes à la xénophobie ou à des formes de discriminations et de préjugés, on peut affirmer qu'elles ne l'étaient pas en général. Cependant, il est clair que le port de signes musulmans et notamment du foulard, de barbes ou de costumes islamiques n'aide pas à trouver un emploi.

4. Danemark

L'attitude générale des communautés étrangères était qu'il n'y avait pas de raison pour publier les caricatures et que les caricatures étaient le résultat de l'hostilité générale à l'égard des étrangers au Danemark. Cependant, les communautés étrangères soulignèrent aussi qu'elles ne voulaient pas être considérées comme ayant les mêmes opinions que les imams.

La Loi Danoise de l'Immigration est une des plus restrictives en Europe et a été critiquée comme étant en contradiction avec la Convention des Droits Humains. Dans la vie quotidienne, les étrangers sont souvent sujets à des préjugés. Il est en général plus difficile pour eux de trouver un travail, et durant la nuit, de nombreux bars fixent le nombre d'étrangers qui peuvent rentrer ! Quant au débat public sur les étrangers – et spécialement les musulmans –, il a un ton de xénophobie. Par exemple, la présidente du Parti du Peuple Danois, Pia Kjaersgaard, déclara plusieurs fois que les étrangers vivaient « au moyen âge »,

et un autre membre du même parti qualifia les musulmans de « cellules cancéreuses » ; un membre du Parlement Européen, Mogens Camre, compara l'islam au nazisme !

En ce qui concerne les mesures prises après la crise des caricatures, à la fois des groupes d'étrangers et des activistes danois prirent l'initiative d'une myriade de projets de dialogue et d'activités interculturelles.

La communauté musulmane était d'accord avec la position du gouvernement – pas de blasphème et pas de violence –, sans être autant préoccupée par la liberté d'expression. Sur la crise des caricatures, toutes les associations musulmanes avaient le même point de vue, ce qui est rare, car la communauté musulmane est très divisée en Italie, entre les groupes modérés, les plus nombreux, et d'autres radicaux. Les différentes associations étaient tellement opposées entre elles que le gouvernement italien n'avait pas réussi jusqu'alors à établir un concordat avec la communauté musulmane comme avec les autres religions.

Durant la crise des caricatures, le 10 février 2006, une mesure spécifique fut prise à l'égard de la communauté musulmane, à savoir la création par le Ministre de l'Intérieur d'un « Conseil Musulman » (Consulta islamica) où sont désormais représentés à la fois le gouvernement et les différentes communautés et associations musulmanes.

Un autre effet de la crise des caricatures, moins positif, fut le renforcement du sentiment de méfiance à l'égard des musulmans largement répandu en Italie.

Certaines associations musulmanes, qui sont dirigées par des Espagnols convertis à l'islam, ne réagirent pas. Par contre, les associations de Marocains et de Pakistanais, qui représentent les plus grandes communautés musulmanes en Espagne, désapprouvèrent la publication, et quelques-unes – peu nombreuses – décidèrent de se mobiliser et de protester sous la forme de prières, de manifestations ou de boycotts.

Comme le montre l'enquête d'Elcano et récemment le « Pew Global Attitudes survey », l'image négative des musulmans et de l'islam est une tendance en augmentation parmi les Espagnols : de plus en plus, les attitudes politiquement correctes sont remplacées par des commentaires et des discours plus durs. C'est à l'occasion de l'ouverture d'une nouvelle mosquée ou de l'attribution de subventions publiques que ces sentiments sont exprimés et parfois accompagnés de manifestations xénophobes.

Un élément important qui contribua à renforcer les préjugés négatifs contre les étrangers fut le discours de certains hommes politiques du Parti Populaire qui eurent tendance, ces dernières années, à associer l'immigration avec l'insécurité et la délinquance. Ce discours du parti de l'opposition contrasta avec les efforts du gouvernement espagnol et des autorités publiques pour améliorer les conditions de vie et la situation légale des étrangers.

En ce qui concerne les mesures prises après la crise des caricatures, on peut mentionner la rencontre du président Zapatero avec plus de vingt représentants de la communauté musulmane espagnole.

La communauté musulmane est très petite et provient surtout d'Asie Centrale. Malgré sa petite taille, elle exprima officiellement des commentaires condamnant la publication des caricatures.

Il n'y eut pas de cas explicite de discrimination ou de comportement xénophobe à l'égard de la communauté musulmane, et de ce fait, aucune mesure spécifique ne fut prise après la crise.

Comme en Estonie, la communauté musulmane est très réduite, mais, malgré tout, son responsable demanda des excuses au gouvernement danois.

5. Italie

6. Espagne

7. Estonie

8. Lituanie

9. Hongrie Il n'existe pratiquement pas de communautés étrangères musulmanes.

10. Turquie Cet aspect relatif aux communautés étrangères n'est pas applicable au cas turc.

11. Algérie Il n'existe pas de communauté immigrée à proprement parler en Algérie.

12. Maroc Même s'il existe des étrangers au Maroc, d'origine africaine ou européenne, ils n'eurent pas de réaction visible ou officielle.

13. Tunisie Cette partie du questionnaire est peu applicable au cas de la Tunisie.

14. Autorité palestinienne Cette question n'est pas applicable au cas palestinien.

15. Égypte L'Égypte n'as pas de communauté étrangère à part celles du Soudan et de l'Afrique en général, qui ne manifestèrent pas beaucoup d'intérêt pour la crise des caricatures. Celle-ci n'eut pas d'impact sur les relations entre chrétiens et musulmans, et il faut signaler que les chrétiens dénoncèrent les caricatures de la même façon que les musulmans. Bien que des troubles sectaires aient eu lieu à Alexandrie après qu'un musulman radical ait attaqué des chrétiens dans une église, les musulmans comme les chrétiens dénoncèrent ses actions.

16. Jordanie Cette question n'est pas applicable au cas jordanien.

17. Liban Cette question n'est pas applicable au cas libanais

18. Israël Cette question ne s'applique pas au cas d'Israël.

Condamnation du manque de respect	8	F	A	D	Est
Méfiance à l'égard des étrangers - préjugés - discriminations sociales	5	F E	A	D	I
Réaction homogène et modérée	4	F	E	A	B
Manifestations	3	A	E	F	
Mesures spécifiques dues à la crise	3	D	E	I	
Liberté d'expression	2	F	B		
Condamnation de la violence	2	A	I		
Solidarité des autres communautés religieuses	1	F			
Plaintes d'organisations radicales	1	F			
Blasphème présent dans l'histoire de l'islam	1	B			
Intégration des étrangers musulmans aux structures du pays	1	B			

Synthèse des thèmes et attitudes prioritaires des communautés étrangères

UE (9 pays)

Condamnation du manque de respect	1	Eg
Méfiance à l'égard des étrangers - préjugés - discriminations sociales	0	
Mesures spécifiques dues à la crise	0	
Manifestations	0	
Réaction homogène	0	
Condamnation de la violence	0	
Solidarité des autres communautés religieuses	0	
Liberté d'expression	0	
Plaintes d'organisations radicales	0	
Blasphème présent dans l'histoire de l'islam	0	
Intégration des étrangers musulmans aux structures du pays	0	

PPM (9 pays)

- F: France,
- A: Allemagne,
- B: Belgique,
- D: Danemark,
- I: Italie,
- E: Espagne,
- Est: Estonie,
- L: Lituanie,
- H: Hongrie,
- Tq: Turquie,
- Al: Algérie,
- M: Maroc,
- T: Tunisie,
- P: Autorité Palestinienne,
- Eg: Égypte,
- J: Jordanie,
- Lib: Liban,
- Isr: Israël



Chapitre 6. Débat des moyens de communication

1. France

Les médias appuyèrent les caricaturistes au nom de la liberté d'expression. Beaucoup d'entre eux reproduisirent les caricatures et furent très critiqués à l'égard des hommes politiques qui en condamnèrent la publication.

On constata une différence entre le traitement de la crise qui fut réalisé par la télévision et la radio d'une part, et la presse écrite d'autre part : dans le premier cas, la couverture porta sur les réactions des musulmans dans le monde, tandis que les journaux effectuèrent plutôt l'analyse de cette réaction et la défense des caricaturistes.

Quant au gouvernement, il réagit face aux moyens de communication par un appel à la responsabilité devant les menaces terroristes internationales et les tensions sociales des banlieues. Les médias prirent en compte le point de vue du Président de la République, qui appela chacun « au plus grand esprit de responsabilité, de respect et de mesure pour éviter tout ce qui peut blesser les convictions d'autrui ». Dès lors, le débat médiatique tourna autour de deux thèmes majeurs : non seulement la liberté d'expression, mais aussi le respect des religions.

Derrière la prudence généralisée (le journal Libération ne publia pas les caricatures, France-Soir les reproduisit mais son PDG fut licencié), on pouvait détecter la peur des conséquences de la liberté d'expression en matière de sécurité nationale.

2. Allemagne

Les journaux allemands qui diffusèrent les caricatures furent le quotidien Taz, Der Tagesspiegel et Die Berliner Zeitung, que l'on peut considérer comme presse sérieuse, et le journal Die Welt, qui est plutôt à classer dans le journalisme sensationnaliste. Quant aux hebdomadaires Focus et Der Spiegel, ils reproduisirent une partie des caricatures. La plupart des autres journaux refusèrent de publier les caricatures car ils estimaient qu'elles blessaient volontairement les convictions religieuses. Par contre, l'éditeur en chef du Taz voyait dans la publication une exigence d'information.

Il y eut une grande différence de traitement entre les moyens de communication sensationnalistes, qui insistèrent beaucoup sur la violence contre les institutions danoises ou occidentales dans les pays musulmans, et d'autre part, les médias « sérieux », qui analysèrent les raisons politiques et culturelles de la crise.

Les moyens de communication eurent un certain effet sur la position du gouvernement, dans la mesure où la réaction violente et l'instrumentalisation de la crise qui furent mentionnés dans les médias allemands furent condamnés par le gouvernement.

En ce qui concerne les arguments mis en avant par les médias, la théorie du choc des civilisations fut refusée par la plupart. Ce fut plutôt le lien avec la violence dans les pays musulmans, en particulier l'Irak et la Palestine, qui fut mis en évidence. Des journaux plus orientés sur l'économie couvrirent largement l'impact d'un boycott iranien sur les produits allemands.

3. Belgique

Tous les médias sérieux traitèrent la crise des caricatures, et plusieurs quotidiens et hebdomadaires publièrent les caricatures, mais davantage pour informer que pour exprimer une position polémique.

D'autre part, le traitement de la presse différa peu de celui de la télévision et de la radio. L'attitude consista surtout à : 1) donner l'information ; 2) mettre en exergue les excès auxquels on arriva dans certains pays ; 3) informer assez discrètement de la réalité belge, de crainte sans doute d'aviver des polémiques.

Pour cette raison, le gouvernement ne dut pas réagir au traitement des médias.

4. Danemark

Comme la crise des caricatures tira son origine au Danemark, elle passa dans les grands titres des médias. Les nouvelles relatives aux musulmans furent souvent traitées avec une approche conflictuelle, les opposant « eux à nous ». Quant aux thèmes abordés, il s'agissait avant tout de la colère à l'égard du Danemark, de la sécurité des citoyens danois dans le monde arabe et des conséquences du boycott contre les produits danois.

Au journal télévisé, il y avait une tendance à montrer les événements les plus sensationnalistes (l'incendie du drapeau et des ambassades du Danemark), plutôt qu'à expliquer réellement ce qui se passait. C'est pourquoi beaucoup de Danois continuèrent à penser après la crise que ce fut le Proche-Orient qui s'éleva et se fâcha contre le Danemark.

Dans la presse écrite, qui présenta souvent des éditoriaux en première page, la crise créa une grande diversité de points de vue. Plusieurs journaux insistèrent sur les erreurs commises dans la gestion de la crise, tandis que d'autres insistèrent sur l'image du Danemark au Proche-Orient. Le journal Jyllands-Posten eut un rôle spécial dans la crise, vu qu'il publia les caricatures. Durant toute la crise, ce journal défendit l'argument de la liberté d'expression, mais le 30 janvier 2006, son éditeur en chef publia une déclaration où il s'excusa pour la publication des caricatures qui avait été ressentie comme une insulte. Le gouvernement, lui, ne réagit pas à la couverture médiatique.

Tous les médias couvrirent la crise des caricatures, sans grande différence de traitement, et certains journaux, comme La Stampa, les publièrent, mais il y eut une différence de traitement entre les journaux sensationnalistes et la presse « sérieuse », ou plus exactement entre la presse associée aux partis au pouvoir – qui avait tendance à analyser la crise à travers ses préjugés sur l'islam – et la presse associée à l'opposition. Il n'y eut en tout cas pas de conflit entre les moyens de communication et le gouvernement.

En ce qui concerne les arguments mis en avant par les moyens de communication, le plus fréquent consista à associer la crise avec les conflits du Proche-Orient.

La grande majorité de la presse espagnole couvrit la crise des caricatures – et certains journaux comme El País, El Periódico de Catalunya et ABC les reproduisirent –. La presse traita cette polémique comme une crise internationale dans laquelle l'Espagne était indirectement affectée par le fait d'être membre de l'Union européenne, mais aussi d'avoir des troupes en Afghanistan et une communauté musulmane. En ce qui concerne les différences de traitement entre la presse écrite, et la télévision ou la radio, on peut dire que ces dernières insistèrent sur les épisodes violents – avec la tendance à les présenter comme la réaction de tous les musulmans et non de certains radicaux –, tandis que les journaux offrirent une analyse plus critique et globale.

Quant aux arguments utilisés par les médias, on peut citer principalement la liberté d'expression, la théorie du choc des civilisations (ou la nécessité de l'éviter) et le contexte international au Proche-Orient.

À part cela, la crise des caricatures fut utilisée par les journaux espagnols pour se positionner face au gouvernement : El País montra les vertus de l'Alliance des Civilisations ; les journaux conservateurs et catholiques utilisèrent la crise pour montrer l'érosion de l'approche socialiste en matière de politique étrangère et d'affaires religieuses.

Enfin, le gouvernement ne réagit pas aux moyens de communication sauf par un appel à la prudence et au dialogue valable pour toute la société.

Il n'y eut pas de différence significative entre la presse sérieuse et la presse sensationnaliste sur la façon de traiter la crise des caricatures. La presse écrite évita de publier les caricatures, excepté un petit magazine – KesKus – qui les publia après la crise. Pour ce qui est de la différence de traitement entre les différents médias, la presse écrite eut une approche plus prudente que la télévision, en ne reproduisant pas les caricatures.

Les arguments mentionnés dans le débat médiatique furent essentiellement la nécessité du respect religieux et de la préservation de la liberté d'expression et de l'indépendance de la presse.

Quant aux réactions du gouvernement face aux médias, plusieurs ministres réagirent aux articles publiés dans la presse nationale, en manifestant plus de soutien au Danemark, comme cela leur avait été demandé.

5. Italie

6. Espagne

7. Estonie

- 8. Lituanie** Les réactions de la presse furent variées. Tandis que la plupart des médias adoptèrent la ligne de la liberté d'expression et défendirent les valeurs européennes, voire mentionnèrent la théorie du choc des civilisations, certains manifestèrent la nécessité de normes autorégulatrices de la presse dans le pays.
- 9. Hongrie** La crise fut très couverte par les médias, sans qu'il y ait une grande différence de traitement avec la presse écrite.
- Deux quotidiens, Népszabadság (associé au Parti Socialiste, le grand parti de la coalition) et Magyar Hírlap (associé au Parti Libéral, le petit partenaire de la coalition) publièrent deux caricatures. Ils le firent au nom de la liberté d'expression et par sympathie pour leurs collègues d'Europe de l'ouest, plus que pour les caricatures en soi.
- Le débat dans les médias insista sur deux thèmes principaux: la liberté d'expression et le refus d'ironiser sur les symboles religieux ainsi que l'impression d'hostilité croissante des musulmans à l'égard de l'Occident.
- 10. Turquie** Aucun média turc ne reproduisit les caricatures, qui n'étaient disponibles que sur internet.
- Les médias des courants principaux, que ce soit la presse écrite ou la télévision et la radio, étaient en général critiques à l'égard des caricatures, considérant qu'elles insultaient les sensibilités religieuses et que la liberté d'expression n'est pas absolue, comme le signale la Cour Européenne des droits de l'Homme. Cependant, la violence qui eut lieu dans d'autres pays musulmans fut également critiquée, et replacée dans le contexte plus large des conflits du Proche-Orient..
- Quant aux moyens de communication islamistes, ils insistèrent beaucoup plus sur la crise et voyaient dans la publication des caricatures une manifestation de l'attitude occidentale anti-musulmane.
- Le gouvernement ne réagit pas à l'attitude des médias, vu qu'elle n'était pas très différente de la sienne.
- 11. Algérie** La presse et les médias, toutes tendances confondues, rejetèrent la publication des caricatures. La seule nuance fut que les médias publics comme la radio et la télévision, qui sont contrôlés par le gouvernement, réagirent avec beaucoup plus de modération et de retenue que la presse écrite, qui est majoritairement privée.
- Le gouvernement condamna deux journaux (Emissala et Essafir) qui, tout en dénonçant les caricatures, en publièrent quelques-unes. Les directeurs de ces deux hebdomadaires furent incarcérés pendant plus d'un mois sur la base d'un article du code pénal qui punit de trois à cinq ans de prison toute personne qui offense le Prophète.
- Quant aux arguments utilisés dans le débat, le gouvernement fit prévaloir la thèse du dialogue des civilisations.
- 12. Maroc** Les caricatures ne furent pas reproduites dans les médias. D'ailleurs, la police judiciaire mit en examen deux journalistes du quotidien arabophone Annahar Almaghribia pour avoir publié l'une des caricatures. De plus, le Ministre de la Communication interdit formellement la diffusion du quotidien France-Soir, qui reproduisit les douze caricatures, et il rejeta également la demande d'un autre journal français, Le Monde, lui signalant qu'il était « impossible de permettre la distribution au Maroc de toute publication susceptible de porter atteinte aux sacralités de la nation et à ses valeurs spirituelles. » Il y eut cependant deux journaux marocains qui lancèrent un débat en se demandant pourquoi on pouvait caricaturer Jésus, mais pas Mohammed.
- L'ensemble de la presse condamna la publication des caricatures comme étant un acte provocateur et irresponsable, et mentionna comme arguments principaux les limites de la liberté d'expression, le choc ou le dialogue des civilisations, et le contexte international.

Les médias tunisiens n'eurent pas d'attitude propre : ils furent simplement le porte-parole de la position du gouvernement et insistèrent sur la censure ou la fermeture de journaux occidentaux suite à la publication des caricatures. Cette attitude fut générale pour tous les moyens de communication.

Plusieurs journaux, notamment francophones, réalisèrent une tribune en invitant certains intellectuels à réagir à l'événement, mais l'intention était avant tout de répondre à Robert Ménard (Secrétaire Général de « Reporters sans frontières »), critique à l'égard du régime tunisien et ferme défenseur de la liberté d'expression, que « l'insulte n'est pas une forme d'expression ».

À la télévision officielle de Palestine, il n'y eut pas de débat. Quant aux trois journaux qui représentent tous la presse sérieuse, ils reflétèrent les manifestations et le boycott danois. Un des autres thèmes qui furent mentionnés fut la théorie du choc des civilisations.

Tous les médias – que ce soit la télévision ou la radio – couvrirent la crise, et on peut mentionner le journal Al Fagr qui publia six caricatures à la mi-octobre 2005. La presse sensationnaliste parla de conspiration contre l'islam et fit des références répétées au choc des civilisations.

Quant à la presse sérieuse, elle se garda de tout sensationnalisme et demanda aux intellectuels de donner leur avis sur la façon de mettre fin à cette crise. La plupart des solutions insistèrent sur la nécessité de dialoguer avec l'Occident. De nombreux intellectuels présentèrent la crise en des termes messianiques, déclarant que l'Occident n'était pas habitué au « véritable islam » respectueux et pacifique, ou que l'Occident menait une campagne implicite dans le style des croisades.

La télévision égyptienne – à part les programmes religieux – manifesta moins d'intérêt à la crise que la radio et la presse écrite, mais avec le temps, l'intérêt pour cette polémique diminua.

Les médias eurent tous la même réaction que la population, la classe politique et religieuse de Jordanie : ils présentèrent la publication des caricatures comme un acte attaquant le prophète et donc comme un affront inacceptable. C'est pourquoi, les caricatures ne furent pas reproduites dans les médias, excepté par deux rédacteurs de deux journaux (Shihane et Al-Mehwar) qui furent condamnés et emprisonnés pour offenser les sentiments religieux.

Quant aux arguments mentionnés pour expliquer la crise, le contexte international fut mentionné, ainsi que la théorie du choc des civilisations et l'idée qu'il s'agit d'une nouvelle croisade antimusulmane.

Ce n'est qu'après la manifestation violente du 5 février que des articles d'analyse assez critiques vis-à-vis des réactions des musulmans dans le monde apparurent dans la « presse sérieuse », notamment dans le Safir et le Nahar.

Dans un article, le journaliste considéra que les condamnations auraient dû mettre en évidence le caractère raciste des caricatures et non l'argument de l'offense de la personne du prophète. Un autre article insinua l'instrumentalisation de la colère des foules de la part de certains régimes politiques.

En tout cas, le traitement médiatique ne provoqua pas de réaction de la part du gouvernement.

13. Tunisie

14. Autorité palestinienne

15. Égypte

16. Jordanie

17. Liban

18. Israël

Les médias jouèrent le plus grand rôle dans le débat israélien sur les caricatures.

Les arguments du débat présent dans les moyens de communication furent les suivants :

- beaucoup de musulmans en Europe et dans le monde réagirent à l'insulte par la violence, contrairement aux Juifs : dans cet ordre d'idées, la théorie du choc des civilisations fut mentionnée et replacée dans le contexte des menaces du président iranien Ahmadinejad d'éliminer Israël de la face de la terre ;
- le monde musulman eut un double discours et une attitude hypocrite, étant donné que les médias dans les pays arabes et l'Iran sont calomnieux à l'égard de l'islam (comme le fut une caricature représentant Anne Frank dans le lit avec Hitler !) ;
- le message des caricatures signifiait simplement que certains musulmans invoquent le nom du prophète pour tuer ;
- les sociétés européennes libres montrèrent de la faiblesse devant l'intimidation violente d'un islam intolérant ;
- le choc des cultures ou des civilisations n'est pas une menace future, mais est déjà présent.

Liberté d'expression	8	F	A	D	Est
Reproduction des caricatures	7	F	A	D	I
Différence entre la presse sensationnaliste et sérieuse	6	F	A	D	I
Respect des religions	4	F	A	H	Est
Lien avec les conflits du Proche-Orient	4	A	I	E	Est
Réaction du gouvernement face aux médias	3	F	A	Est	
Mention du choc des civilisations	2	E	L		
Dialogue des civilisations	2	A	E		
Défense des valeurs occidentales	1	L			
Condamnation de la violence	0				
Attitude occidentale anti-musulmane	0				
Position des médias influencée par le gouvernement	0				
Condamnation de journaux	0				
Condamnation des caricatures	0				
Caractère raciste des caricatures	0				
Instrumentalisation politique de la religion	0				

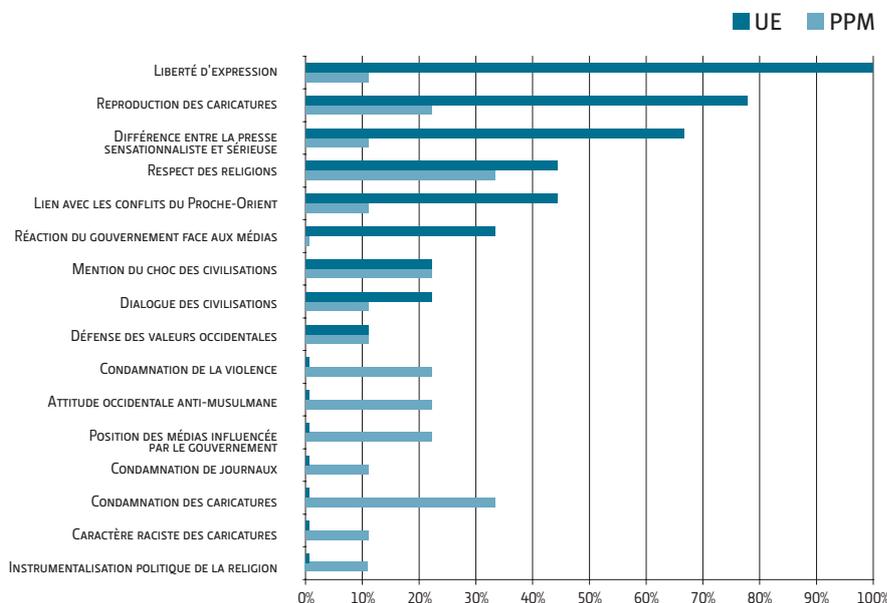
Synthèse des thèmes et attitudes prioritaires des moyens de communication

UE (9 pays)

Respect des religions	6	Tq	T	Eg	Lib
Condamnation des caricatures	6	Tq	Al	T	Lib
Reproduction des caricatures	2	Eg	Al		
Attitude occidentale anti-musulmane	3	Tq	Eg	J	
Mention du choc des civilisations	5	Eg	Isr	J	P
Condamnation de la violence	2	Tq	Isr		
Position des médias influencée par le gouvernement	3	Ag	T	M	
Dialogue des civilisations	2	Al	M		
Différence entre la presse sensationnaliste et sérieuse	2	Eg	Lib		
Liberté d'expression	2	Isr	Lib		
Lien avec les conflits du Proche-Orient	3	Tq	J	M	
Condamnation de journaux	3	Ag	J	M	
Défense des valeurs occidentales	1	Isr			
Réaction du gouvernement face aux médias	1	M			
Caractère raciste des caricatures	1	Lib			
Instrumentalisation politique de la religion	1	Lib			

PPM (9 pays)

F: France, A: Allemagne, B: Belgique, D: Danemark, I: Italie, E: Espagne, Est: Estonie, L: Lituanie, H: Hongrie, Tq: Turquie, Al: Algérie, M: Maroc, T: Tunisie, P: Autorité Palestinienne, Eg: Égypte, J: Jordanie, Lib: Liban, Isr: Israël



Chapitre 7. Débat culturel

1.

France

La question centrale du débat intellectuel fut de savoir pourquoi les musulmans n'aiment pas rire de leur religion. Ce fut un débat sur la liberté d'expression et le blasphème en Occident, qui s'inscrivait dans la lignée de celui provoqué par Salman Rushdie et fut marqué par le soutien des intellectuels aux caricaturistes.

2.

Allemagne

Les cercles artistiques perçurent largement la crise des caricatures comme une possible menace pour la liberté d'expression, artistique en particulier. Plusieurs romanciers, acteurs et écrivains critiquèrent l'approche couarde que les médias et la classe politique adoptèrent en ne publiant pas les caricatures. En effet, beaucoup d'Allemands ne purent pas avoir leur propre avis sur la question des caricatures, vu qu'ils n'eurent pas l'occasion de les voir eux-mêmes.

Cette attitude des intellectuels fut motivée par le souvenir des tentatives de l'Église catholique allemande de vouloir restreindre la liberté d'expression dans les années 1960, car elle considérait plusieurs articles ou caricatures comme blasphématoires.

3.

Belgique

On compta peu de prises de position de la part de représentants de cercles littéraires et artistiques. Sans doute, la position plus ou moins implicite des intellectuels fut celle du réalisme, à savoir qu'ils ne devaient pas envenimer plus le débat, tout en affirmant le principe de la liberté d'expression.

4.

Danemark

Le 15 décembre 2005, un groupe de célèbres écrivains signa un manifeste qui fut publié dans de grands journaux et dans lequel ils affirmaient que, pendant des années, les minorités ethniques subirent du harcèlement au Danemark. Ils mentionnèrent par exemple que les musulmans étaient qualifiés de "cellules cancérigènes".

Le 2 janvier, l'OIC affirma qu'elle avait l'intention de boycotter les images du Festival Culturel Danois du Proche-Orient. De nombreuses personnes des cercles culturels déclarèrent que ce festival était plus important que jamais, vu que le l'intérêt sur la vie au Proche-Orient avait augmenté. Un autre exemple fut le groupe de spectacles "Hotel Pro Forma" qui réalisa un spectacle sur "L'Arabe... », dont le but était d'aller au-delà des stéréotypes habituels sur le Proche-Orient.

Ce qui influença les cercles artistiques, bien plus que la liberté d'expression, fut le climat politique et la vision négative des étrangers.

5.

Italie

Il n'y eut pas eu une grande contribution des artistes dans le débat sur les caricatures. La plupart d'entre eux étaient impliqués dans des partis politiques, et de ce fait, quand ils intervenaient dans les journaux ou à la télévision, leur position ne différait pas fort de celles des hommes politiques.

6.

Espagne

Il n'y eut pas, là non plus, un grand débat dans les cercles artistiques. Le débat fut plutôt limité aux milieux académique, politique et journalistique.

7.

Estonie

La communauté artistique insista dans son ensemble sur la nécessité du respect des religions et d'une plus grande tolérance, et critiqua les médias pour leur traitement sensationnaliste.

L'argument qui fut le plus mentionné dans le débat fut celui des différences culturelles.

La crise des caricatures ne fut pas très présente dans les débats des cercles artistiques et littéraires. Néanmoins, les intellectuels en parlèrent, et l'argument principal fut celui de la liberté d'expression.

Ici aussi, l'insistance sur la liberté d'expression fut manifeste dans les milieux artistiques et littéraires.

De célèbres caricaturistes turcs furent interviewés par plusieurs journaux : presque tous les trouvaient provocantes, grossières, peu comiques et irresponsables.

Le président de l'Association des journalistes turcs affirma, lui, que les caricatures ne respectaient pas les principes du journalisme et les limites de la liberté d'expression dans le droit européen, à savoir l'éloge de la violence, la discrimination et le racisme, la pornographie et l'insulte.

En général, le milieu de la culture attachait beaucoup d'importance à la liberté d'expression, mais rappela qu'elle n'était pas absolue.

Les cercles culturels ne réagirent pas à cette crise, mais tout porte à croire qu'ils partageaient l'opinion dominante de la société. À ce propos, il faut signaler qu'après plus d'une décennie de violence terroriste et d'isolement, l'Algérie a tendance à accorder plus d'importance aux questions internes qu'aux questions internationales.

La plupart des intellectuels affirmèrent ressentir le « sentiment déplaisant que la majorité des pays occidentaux n'accordaient pas suffisamment d'estime aux sentiments religieux des musulmans, et n'hésitaient pas à heurter la sensibilité de la religion musulmane sous prétexte des principes de laïcité – non religieux –, sachant qu'ils n'appliquent pas les mêmes critères quand il s'agit d'autres religions : judaïsme, christianisme ou même le paganisme ... ».

Par ailleurs, de nombreux intellectuels mentionnèrent également les limites de la liberté d'expression et exprimèrent leur déception devant les actes de violence commis par certains musulmans car ils seraient retransmis dans certains médias, et non les mouvements pacifiques.

Les écrivains et artistes ne furent pas interviewés et n'eurent pas l'occasion de participer aux tribunes orientées des médias publics. Il n'en est pas moins que le milieu artistique ne resta pas indifférent à la crise des caricatures: par exemple, le metteur en scène et humoriste T. Jebali tourna en dérision la folie engendrée par les caricatures dans le monde musulman.

Il n'y eut pas vraiment de débat dans les milieux de la culture, vu qu'ils partageaient l'opinion courante selon laquelle la publication des caricatures était une offense au prophète.

Les artistes et écrivains condamnèrent les caricatures, les considérant offensantes, mais évitèrent la plupart du temps de participer à toute activité qui incluait un boycott aux produits danois. Les intellectuels maintinrent leur engagement pour la liberté d'expression, mais affirmèrent que la liberté s'arrête là où commence le respect des figures et symboles religieux.

Les milieux de la culture prirent part à la condamnation générale des caricatures et au mouvement de solidarité qui en dérivait. Après plusieurs semaines, des débats plus rationnels eurent lieu, mentionnant le contexte international, le choc des civilisations et les limites de la liberté d'expression.

8. Lituanie

9. Hongrie

10. Turquie

11. Algérie

12. Maroc

13. Tunisie

14. Autorité palestinienne

15. Égypte

16. Jordanie

17. Cette question n'a pas reçu de réponse.
Liban

18. Il vaut la peine de mentionner l'anecdote de deux jeunes artistes israéliens qui décidèrent de répondre à l'appel iranien d'un concours de caricatures sur l'Holocauste en annonçant un concours israélien de caricatures anti-sémites qui ne serait ouvert qu'aux juifs. C'était une façon d'insister sur l'humour des juifs, l'importance de la satire et de la liberté d'expression en Israël.

Participation des artistes et écrivains au débat	5	F H	A	D	Est
Débat sur la liberté d'expression	5	F B	A	L	I
Soutien aux caricaturistes	1	F			
Souvenir de tentatives catholiques de restreindre la liberté d'expression	1	A			
Débat sur les discriminations subies par les minorités étrangères	1	D			
Débat sur les stéréotypes et la vision négative des étrangers	1	D			
Débat sur le blasphème - lien avec l'affaire Salman Rushdie	1	F			
Débat sur la tolérance et le respect des religions	1	Est			
Critique des médias	1	Est			
Débat sur les différences culturelles	1	Est			
Débat sur le contexte international	1	D			
Débat sur la réaction violente	0				
Limites de la liberté d'expression et offense des caricatures	0				

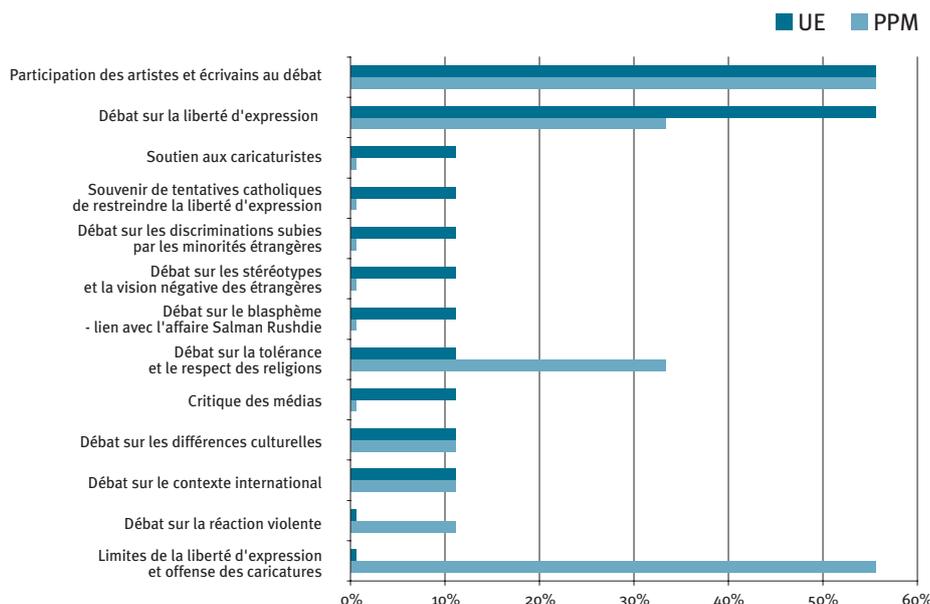
Synthèse des thèmes et attitudes prioritaires dans le monde de la culture

UE (9 pays)

Participation des artistes et écrivains au débat	5	Tq M	Eg	Isr	J
Limites de la liberté d'expression et offense des caricatures	5	Tq M	Eg	J	P
Débat sur la tolérance et le respect des religions	3	Eg	J	M	
Débat sur la liberté d'expression	3	Isr	J	M	
Débat sur les différences culturelles	1	J			
Débat sur le contexte international	1	J			
Débat sur la réaction violente	1	M			
Soutien aux caricaturistes	0				
Critique des médias	0				
Souvenir de tentatives catholiques de restreindre la liberté d'expression	0				
Débat sur le blasphème - lien avec l'affaire Salman Rushdie	0				
Débat sur les stéréotypes et la vision négative des étrangers	0				
Débat sur les discriminations subies par les minorités étrangères	0				

PPM (9 pays)

F: France,
A: Allemagne,
B: Belgique,
D: Danemark,
I: Italie,
E: Espagne,
Est: Estonie,
L: Lituanie,
H: Hongrie
Tq: Turquie,
Al: Algérie,
M: Maroc,
T: Tunisie,
P: Autorité Palestinienne,
Eg: Égypte,
J: Jordanie,
Lib: Liban,
Isr: Israël



Chapitre 8. Débat académique et analytique

1.

France

Le débat académique, qui eut très peu d'impact sur l'opinion publique, porta sur le blasphème, la liberté et la laïcité, mais mentionna également la menace terroriste et la désintégration sociale mise en évidence par les émeutes des banlieues.

2.

Allemagne

Le milieu académique s'opposa à la théorie du choc des civilisations, étant donné ses connotations biaisées sur l'islam qui exagèrent les différences culturelles.

Les spécialistes purent avoir une certaine influence sur l'opinion publique, de par leur vision relativement objective sur les causes de la crise et ses implications politiques et culturelles en Occident et dans le monde musulman.

3.

Belgique

Il n'y eut pas de débat de fond entre musulmans et non musulmans, mais plutôt un alignement de positions.

De ce fait, le milieu académique eut peu d'influence sur l'opinion publique. Néanmoins, il se pourrait que la position publiée dans le site web du Cismoc (Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain) ait contribué à alimenter la réflexion.

4.

Danemark

Le milieu académique n'apparut pas dans le débat comme un groupe homogène ayant une attitude propre devant la crise, et n'eut donc pas d'influence en tant que tel.

5.

Italie

Les intellectuels n'apportèrent pas une grande contribution dans le débat sur les caricatures. Comme dans le cas des artistes, la plupart d'entre eux étaient impliqués dans des partis politiques, et leur position ne différait pas fort de celles des hommes politiques.

Cependant, cela vaut la peine de signaler qu'il y eut quelques réflexions intéressantes de la part des intellectuels, même si elles n'eurent pas un grand impact sur le public :

- l'équivalence entre les caricatures antimusulmanes et antijuives ;
- l'équivalence entre l'« interdiction » de heurter une sensibilité religieuse, l'islam en particulier, et l'« interdiction » morale de remettre en question des événements historiques comme l'Holocauste ou le génocide arménien. L'Occident serait-il plus compréhensif à l'égard des tabous juifs que musulmans ?

6.

Espagne

Les intellectuels participèrent activement aux débats sur les caricatures, et les journaux donnèrent une bonne diffusion à leurs points de vue. Les principales questions abordées furent d'abord la représentation du prophète (ou son interdiction), ensuite – quand la crise éclata – l'existence ou non d'un choc des civilisations, la situation du Proche-Orient et l'instrumentalisation de la crise par plusieurs gouvernements arabes, et enfin, la montée de l'islamophobie en Occident et les moyens de la combattre.

7.

Estonie

Il n'y eut pas vraiment de débat académique sur la crise des caricatures, qui ne fut pas très présente dans les déclarations publiques ou les publications. De ce fait, le milieu académique n'eut pas d'influence sur le débat.

8.

Lituanie

Là aussi, le débat académique ne fut pas important et peu de publications furent écrites sur la polémique. Néanmoins, un des thèmes qui furent mentionnés fut la théorie du choc des civilisations.

Le milieu académique eut un rôle très limité, même si quelques experts intervinrent dans des débats télévisés et firent le lien entre la sensibilité musulmane et la situation internationale.

Le monde académique n'eut pas d'influence sur le débat. L'analyse limitée qui eut lieu mentionnait les questions culturelles, l'orientalisme, la violence au Proche-Orient, la crise d'identité en Occident et le thème sensible des communautés immigrées en Europe.

Les rares chercheurs qui intervinrent publiquement dans le débat firent référence au conflit des civilisations et n'eurent pas une grande influence sur le débat.

Dans l'ensemble, il n'y eut pas beaucoup de débats académiques, même si quelques professeurs écrivirent des articles de journaux sur les limites de la liberté d'expression, la théorie du choc des civilisations et le contexte international, qui purent avoir une certaine répercussion sur l'opinion publique.

Aucun débat théorique au vrai sens du terme n'eut lieu au sein de l'université, et l'on ne peut pas dire que le milieu académique ait eu une quelconque influence, même si quelques professeurs s'exprimèrent à travers les journaux, défendant la liberté d'expression et la nécessité de dialogue.

Il n'y eut pas de débat académique, et donc aucune influence de la part de ce milieu sur l'opinion publique.

La plupart des discussions académiques se centrèrent sur le dialogue entre civilisations.

Les professeurs de l'université Al-Azhar furent particulièrement actifs dans cette crise, et furent les plus virulents à dénoncer les caricatures.

Le milieu académique se mobilisa : il y eut des manifestations sur les campus, plus que des débats. De ce fait, les professeurs n'eurent pas d'influence sur le débat, qui fut monopolisé par les islamistes.

Le milieu académique n'eut pas d'influence sur l'opinion publique, mais ne resta pas indifférent à la crise des caricatures. Leurs arguments diffèrent selon les universités. Par exemple, l'Association des diplômés en études islamiques de l'université de Ouzahi considéra que « la liberté d'expression ne peut pas être une excuse pour offenser les autres et que la liberté perd tout son sens lorsqu'elle porte atteinte aux droits des autres ».

En revanche, un professeur de l'Université Américaine de Beyrouth expliqua que les protestations contre les caricatures représentaient une manœuvre de la part de certains gouvernements arabes pour instrumentaliser l'indignation de leurs citoyens, de façon à contrer la pression occidentale en faveur de la démocratisation.

Les intellectuels participèrent au débat général, en apportant certains des arguments qui apparurent dans les médias (cf. chapitre 6).

9. Hongrie

10. Turquie

11. Algérie

12. Maroc

13. Tunisie

14. Autorité palestinienne

15. Égypte

16. Jordanie

17. Liban

18. Israël

Synthèse des thèmes et attitudes prioritaires dans le milieu académique

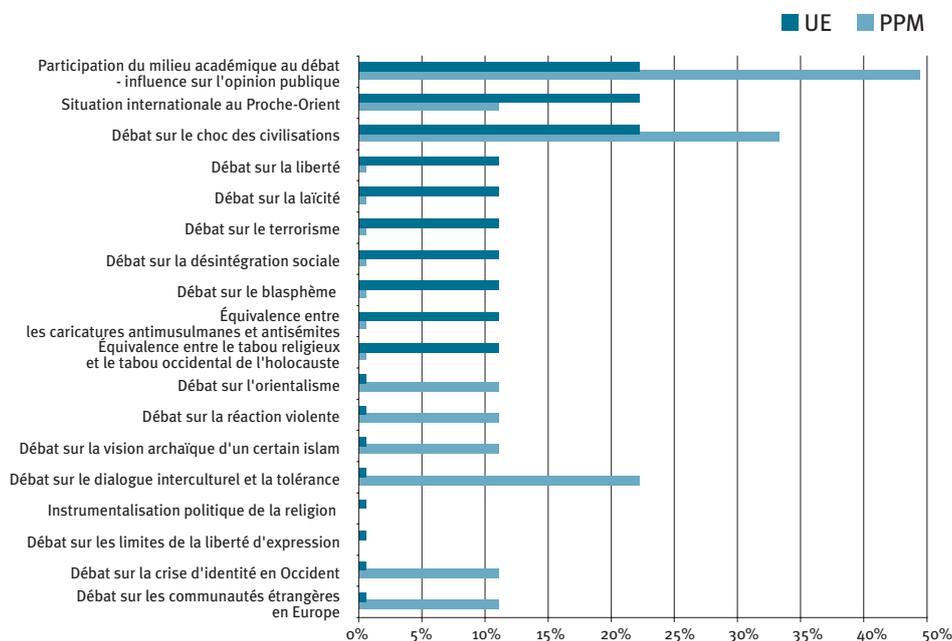
UE (9 pays)

Participation du milieu académique au débat ou influence sur l'opinion publique	2	A	E
Situation internationale au Proche-Orient	2	A	H
Débat sur le choc des civilisations	2	A	L
Débat sur la liberté	1	F	
Débat sur la laïcité	1	F	
Débat sur le terrorisme	1	F	
Débat sur la désintégration sociale	1	F	
Débat sur le blasphème	1	F	
Équivalence entre les caricatures antimusulmanes et antisémites	1	I	
Équivalence entre le tabou religieux et le tabou occidental de l'holocauste	1	I	
Débat sur l'orientalisme	0		
Débat sur la réaction violente	0		
Débat sur la vision archaïque d'un certain islam	0		
Débat sur le dialogue interculturel et la tolérance	0		
Débat sur les limites de la liberté d'expression	0		
Instrumentalisation politique de la religion	0		
Débat sur la crise d'identité en Occident	0		
Débat sur les communautés étrangères en Europe	0		

PPM (9 pays)

F: France,
A: Allemagne,
B: Belgique,
D: Danemark,
I: Italie,
E: Espagne,
Est: Estonie,
L: Lituanie,
H: Hongrie
Tq: Turquie,
Al: Algérie,
M: Maroc,
T: Tunisie,
P: Autorité Palestinienne,
Eg: Égypte,
J: Jordanie,
Lib: Liban,
Isr: Israël

Participation du milieu académique au débat ou influence sur l'opinion publique	4	Eg M	Isr
Débat sur le choc des civilisations	3	Al	Isr
Débat sur le dialogue interculturel et la tolérance	2	T	Eg
Débat sur les limites de la liberté d'expression	2	Lib	M
Débat sur les communautés étrangères en Europe	1	Tq	
Débat sur la crise d'identité en Occident	1	Tq	
Débat sur l'orientalisme	1	Tq	
Débat sur la réaction violente	1	Isr	
Débat sur la vision archaïque d'un certain islam	1	T	
Instrumentalisation politique de la religion	1	Lib	
Situation internationale au Proche-Orient	1	M	
Équivalence entre les caricatures antimusulmanes et antisémites	0		
Débat sur la laïcité	0		
Débat sur le blasphème	0		
Débat sur la liberté	0		
Débat sur le terrorisme	0		
Débat sur la désintégration sociale	0		
Équivalence entre le tabou religieux et le tabou occidental de l'holocauste	0		



Le Partenariat euro-méditerranéen sembla ne jouer aucun rôle dans la crise des caricatures.

En général, l'écho européen fut inaudible en France. L'impression dominante fut l'absence de solidarité de la part de l'Union européenne avec le Danemark. En somme, ce pays avait une excellente image, qui se volatilisa en peu de temps.

En Allemagne, la plupart des initiatives politiques furent prises bilatéralement. On peut par exemple mentionner l'article de journal et la déclaration officielle qui furent réalisés conjointement par les ministres des affaires étrangères allemand et turc, et qui appelaient au dialogue démocratique.

Les déclarations de l'Union européenne qui défendaient la liberté d'expression comme une valeur centrale arrivèrent très tard et furent formulées très prudemment, ayant peu d'effet sur le débat en Allemagne.

Le Partenariat euro-méditerranéen ne sembla pas jouer de rôle dans la crise des caricatures.

Quant à l'Union européenne, elle ne fut pas perçue comme contribuant au débat et aidant à résoudre la crise.

Cette question n'a pas reçu de réponse.

Le Partenariat euro-méditerranéen ne joua pas un rôle spécifique dans la crise des caricatures, même si des déclarations furent prononcées en faveur du dialogue entre cultures et si un effort fut demandé à la Fondation Anna Lindh.

Quant aux représentants de l'Union européenne, leurs déclarations étaient bienvenues et en syntonie avec la position du gouvernement italien, mais ne jouèrent pas un rôle d'autorité en Italie.

Bien qu'en général le Partenariat euro-méditerranéen et le Processus euro-méditerranéen de Barcelone soient plus abordés dans la presse espagnole que dans d'autres pays, dans le cas de la crise des caricatures, il n'y eut pas de référence à ces initiatives pour l'expliquer. En revanche, l'Alliance des Civilisations fut beaucoup évoquée et la question était de savoir si elle était une initiative appropriée pour résoudre et empêcher une telle crise.

L'attention des médias se porta plus sur les réactions des États membres que sur les réactions institutionnelles de l'Union européenne, même si les moyens de communication mentionnèrent la déclaration de Javier Solana et du Président du Parlement Européen Josep Borrell sur la responsabilité impliquée par la liberté d'expression.

En tout cas, l'image générale transmise par la presse et les experts espagnols était celle d'une Union européenne sans vue commune sur la crise des caricatures et de ce fait, incapable de réagir rapidement et efficacement.

Le Partenariat euro-méditerranéen ne fut pas un sujet d'analyse dans la crise des caricatures, vu qu'il est très éloigné des intérêts politiques estoniens, même si la situation change peu à peu.

Chapitre 9. Rôle du Partenariat euro-méditerranéen et de l'union européenne

1.

France

2.

Allemagne

3.

Belgique

4.

Danemark

5.

Italie

6.

Espagne

7.

Estonie

La position de l'Union européenne fut considérée comme faible et peu engagée, et l'Union européenne fut perçue comme divisée sur cette question.

8. Lituanie

Comme dans le cas de l'Estonie, le Partenariat euro-méditerranéen ne fut pas un sujet d'analyse dans la crise des caricatures.

En ce qui concerne la position à l'égard de l'Union européenne, l'idée était que l'Estonie, qui est un nouveau pays membre, devait écouter la position des pays centraux (Allemagne et France), et coordonner sa position en fonction des autres.

9. Hongrie

Le Partenariat euro-méditerranéen fut pratiquement invisible pour le public hongrois.

10. Turquie

Le Partenariat euro-méditerranéen n'apparut pas comme jouant un rôle dans la crise. Quant à l'Union européenne, elle ne fut pas vraiment perçue comme un acteur dans le débat, même si les déclarations de José Manuel Barroso défendant la liberté d'expression suscitèrent l'attention et furent même critiquées par certains. En général, il y eut très peu d'information sur la contribution de l'Union européenne dans le débat.

11. Algérie

Le Partenariat euro-méditerranéen fut très discret dans cette crise, et cette discrétion fut souvent assimilée à la complaisance de la part des pays du Nord du partenariat. Pour la majorité de la société algérienne, la voix de l'Europe sur cette question fut inaudible.

Cependant, les interventions de l'Ambassadeur du Danemark à Alger, qui tenta de calmer le jeu, et celles du représentant de la Commission Européenne permirent de faire retomber quelque peu la tension. Malheureusement, ces interventions ne touchèrent qu'une élite.

12. Maroc

Le Partenariat euro-méditerranéen n'eut aucune visibilité.

Quant à l'Union européenne, elle fut considérée en général comme peu courageuse et peu présente dans la résolution de la crise, même si les déclarations de représentants de l'UE passaient tous les jours à la télévision.

13. Tunisie

Durant toute la crise, aucune référence ne fut faite à un quelconque rôle du Partenariat euro-méditerranéen, même si celui-ci devrait être le cadre approprié pour trouver des solutions à ce genre de crise.

Les positions de l'Union européenne défendant la liberté d'expression à tout prix et ne condamnant pas fermement la publication des caricatures restèrent généralement incomprises et ne furent pas acceptées.

Malgré la multiplication des gestes de bonnes intentions, de déplacements des responsables officiels de l'Union européenne et des déclarations d'apaisement, l'absence de condamnation claire et nette laissa une impression d'insuffisance dans la réaction de l'Union européenne.

14. Autorité palestinienne

Le Partenariat euro-méditerranéen ne fut pas mentionné durant la crise. Quant à l'Union européenne, elle fut perçue comme lente et peu opérative

Certaines déclarations de Javier Solana ne furent pas bien reçues, mais de toute façon, la priorité du gouvernement palestinien était de préserver les relations avec l'Union européenne.

Le Partenariat euro-méditerranéen n'eut pas d'impact sur la crise, à part la manifestation européenne de solidarité à l'égard du Danemark, qui n'entraîna pas le boycott de l'Europe de la part des Égyptiens qui critiquèrent les caricatures.

D'autre part, la perception que les Égyptiens eurent des réactions de l'Union européenne dépendait des déclarations de ses représentants. Ainsi, les commentaires apaisants que Javier Solana fit au Caire et à Riyad contrastaient très fort avec les dures déclarations réalisées par la Commission Européenne.

Enfin, l'impression générale était que l'Union européenne fut globalement absente dans la crise des caricatures. Il n'y eut pas par exemple de débat public entre les intellectuels des pays arabes et ceux de l'Union européenne.

Le Partenariat euro-méditerranéen était inconnu et ne fonctionna donc pas pour gérer la crise.

Quant aux déclarations des représentants de l'Union européenne, elles n'étaient bienvenues que si elles condamnaient les caricatures, mais en général, la défense de la liberté d'expression par l'Union européenne n'était pas bien accueillie car elle était considérée comme un prétexte cachant une attitude anti islamique.

Enfin, on peut dire que l'Union européenne ne fut pas perçue comme fort présente dans la résolution de la crise.

Il n'y eut pas de référence directe au Partenariat euro-méditerranéen. Quant à l'Union européenne, elle fut perçue comme n'ayant pas vraiment contribué à la gestion de la crise des caricatures. D'autre part, il n'y eut presque pas de réactions aux commentaires des représentants de l'Union européenne.

Néanmoins, il faut noter que la violence fut instrumentalisée par les régimes et les mouvements politiques de l'axe Téhéran-Damas-Hezbollah-Hamas, essentiellement parce qu'ils rejetaient la posture plus visible et interventionniste de l'Union européenne au Moyen-Orient (soutien de la résolution 1559 du Conseil de Sécurité exigeant le retrait syrien du Liban ; bras de fer avec l'Iran au sujet du nucléaire ; conditions draconiennes pour la continuation de son aide après la victoire du Hamas, etc.).

Le rôle de l'Union européenne et du Partenariat euro-méditerranéen ne fut pas un thème marquant dans le cas israélien.

15. Égypte

16. Jordanie

17. Liban

18. Israël

Synthèse des réactions à l'égard de l'UE et du PEM

UE (9 pays)

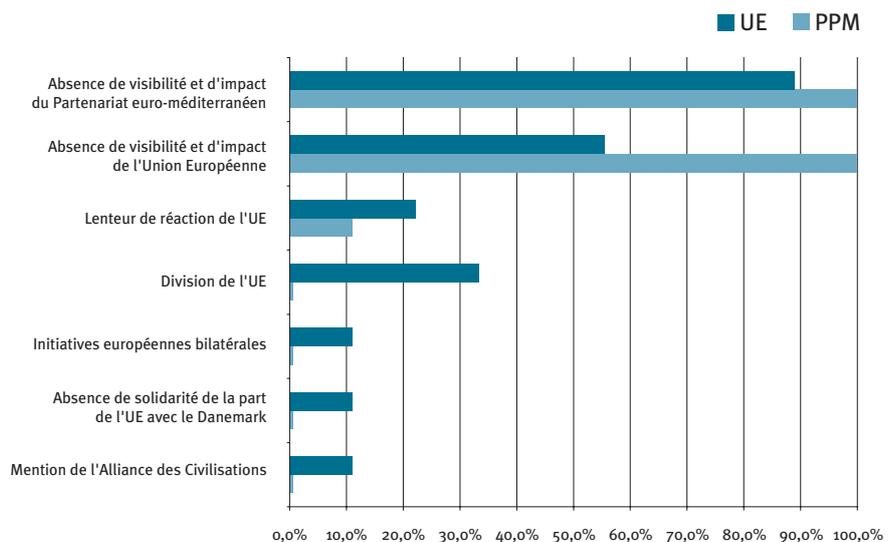
Absence de visibilité et d'impact du Partenariat euro-méditerranéen	8 E	F L	A H	I B	Est
Absence de visibilité et d'impact de l'Union européenne	5 B	F	A	I	Est
Division de l'UE	3	A	E	Est	
Lenteur de réaction de l'UE	2	A	E		
Initiatives européennes bilatérales	1	A			
Absence de solidarité de la part de l'UE avec le Danemark	1	F			
Mention de l'Alliance des Civilisations	1	E			

PPM (9 pays)

F: France,
A: Allemagne,
B: Belgique,
D: Danemark,
I: Italie,
E: Espagne,
Est: Estonie,
L: Lituanie,
H: Hongrie
Tq: Turquie,
Al: Algérie,
M: Maroc,
T: Tunisie,
P: Autorité Palestinienne,
Eg: Égypte,
J: Jordanie,
Lib: Liban,
Isr: Israël

Améliorer la visibilité des instruments du Partenariat					
Absence de visibilité et d'impact de l'Union européenne	9 M	Tq Eg	Al Isr	T J	Lib P
Absence de visibilité et d'impact du Partenariat euro-méditerranéen	9 M	Tq Eg	Al Isr	T J	Lib P
Lenteur de réaction de l'UE	1	P			
Division de l'UE	0				

Réfléchir au rôle à donner aux instruments du Partenariat dans la résolution de crises					
Initiatives européennes bilatérales	0				
Absence de solidarité de la part de l'UE avec le Danemark	0				
Mention de l'Alliance des Civilisations	0				



Le problème des caricatures s'inscrit dans une problématique plus large : le monde musulman vit une crise pluridimensionnelle (économique, culturelle, militaire, etc.). Il faut donc éviter de passer pour son ennemi car la frustration des musulmans trouve un écho dans les organisations terroristes. Le discours français se voulut modéré, et l'objectif de la France était de servir de médiateur entre un monde musulman en colère et une Amérique cible de cette violence. Les récentes attaques contre le Royaume Uni confortèrent la France dans sa politique.

La mesure qui devrait être prise à l'avenir est la lutte contre le racisme. Il s'agit de faire en sorte que les communautés musulmanes se sentent suffisamment bien intégrées pour qu'elles ne se retournent pas contre la Nation en cas de crise religieuse.

Il y a un large consensus en Allemagne qu'une crise comme celle des caricatures pourrait encore se reproduire à l'avenir, étant donné que la liberté de presse est une valeur centrale en Europe, et en particulier dans la constitution démocratique allemande. Une autre leçon à tirer est qu'il y a une grande nécessité d'avoir des dialogues interreligieux entre l'« Occident » et le « monde musulman » afin d'éviter de futurs malentendus et de mauvaises interprétations ; il y a aussi un besoin urgent de remettre en cause les stéréotypes existant des deux côtés.

S'il y a des divergences, c'est au niveau national. Les Démocrates-chrétiens sont partisans de lois et de règles plus strictes pour réglementer l'immigration et guider l'intégration des étrangers en Allemagne (par exemple, des cours obligatoires en allemand et de civisme pour étrangers). Les partis de gauche optent, quant à eux, pour une position moins arrogante de l'Occident à l'égard de l'Islam et pour une politique commerciale plus juste et plus humaine à l'égard du Tiers-Monde.

En ce qui concerne les mesures spécifiques à prendre, il y a un consensus général sur l'idée que la protection renforcée des droits religieux ne doit pas être mise en place par des lois, c'est-à-dire par une restriction de la liberté de presse mais par une « auto restriction » et un sens de la responsabilité de la part des médias.

Les propositions du Centre International d'Études de l'Islam dans le Monde Contemporain sont publiées sur son site web du Cismoc (<http://www.cismoc.ucl.ac.be>).

Quant aux mesures légales contre le racisme, elles existent déjà en Belgique sous la forme d'une loi antiraciste et d'une institution, le Centre pour l'égalité des chances.

Le gouvernement danois a appris que le vrai dialogue et la compréhension sont essentiels si l'on veut éviter une nouvelle crise des caricatures. L'idée de favoriser le dialogue a d'ailleurs été ajoutée au Programme de Partenariat et de Réforme au Proche-Orient qui fut lancé en 2003 par le gouvernement danois et qui visait avant tout à démocratiser le Proche-Orient.

La crise des caricatures n'a pas changé les positions antérieures sur les grandes questions comme les relations avec l'Islam, les islamistes, etc. Peut-être la crise a-t-elle montré aux Italiens la nécessité d'une meilleure politique interne à l'égard de l'immigration et de la citoyenneté.

Après la crise, on a constaté des désaccords sur plusieurs thèmes: d'abord, sur la façon de résoudre le dilemme entre la liberté d'expression et le caractère sacré de la religion ; ensuite, sur la gestion de l'immigration et des conflits au Proche-Orient, certains étant plus libéraux et partisans d'arrêter l'intervention occidentale, et d'autres pensant le contraire.

Pour ce qui est de l'avenir, la censure est à proscrire et le blasphème doit être poursuivi à titre privé. C'est ce qui aurait dû se passer dans le cas des caricatures : l'imam qui lança l'affaire aurait dû aller au tribunal au lieu d'en faire une polémique internationale.

Chapitre 10. Implications et solutions pour l'avenir

1. France

2. Allemagne

3. Belgique

4. Danemark

5. Italie

6. Espagne

Trois leçons peuvent être tirées de la crise des caricatures:

- 1) Même un petit incident comme la publication de caricatures peut dégénérer en une grave crise internationale et provoquer des victimes. Il est très utile d'être ouvert au dialogue avec ceux qui se sentent offensés. Dans le cas espagnol, des gestes comme la rencontre du président Zapatero avec les représentants musulmans évitèrent l'escalade de la tension, sans que cela remette en question la liberté d'expression.
- 2) Il faut absolument que l'Union européenne avance vers une politique étrangère commune plus efficace, car elle est apparue plus comme une entité cacophonique que comme un fort acteur international.
- 3) Il est très dangereux d'une part, de prendre en compte les préjugés négatifs de l'opinion publique espagnole et européenne à l'égard de l'islam et des musulmans, et d'autre part, d'instrumentaliser l'islam à des fins politiques.

Cela peut contribuer à augmenter les sentiments xénophobes parmi la population et la classe politique.

Quant à la gestion de crises similaires à l'avenir, il peut apparaître des points de vue différents. Certains peuvent penser qu'il faut approfondir dans la lutte contre l'islamophobie et la comparer à l'antisémitisme. Par contre, d'autres voudront que l'Union européenne se mobilise plus pour défendre la liberté d'expression et pour la faire défendre par les pays voisins.

En ce qui concerne la question de mesures spécifiques, une réforme légale n'est pas nécessaire. L'Union européenne doit continuer à promouvoir la liberté d'expression non seulement dans les pays de l'Union, mais aussi dans ceux de la région méditerranéenne. Il existe assez de mesures pour lutter contre les discriminations et les attitudes racistes. Pour les mettre en pratique, les gouvernements nécessitent une volonté politique et le soutien populaire.

D'autre part, pour éviter que des incidents se produisent à la suite de la publication de caricatures, il faut faire confiance au sens de la responsabilité de chacun : leur publication est légale mais peut être moralement condamnable. De toute façon, les gouvernements n'ont pas à interdire le blasphème ni à s'excuser pour ce que publient leurs médias. Si une publication incite au racisme ou est offensante (comme peut l'être l'identification d'une religion avec le terrorisme), les citoyens qui se sentent blessés doivent utiliser les instruments légaux.

7. Estonie

Une première nécessité pour l'avenir est une approche plus cohérente du Proche-Orient : en effet, l'Estonie a des troupes à la fois en Irak et en Afghanistan, et pourtant le gouvernement fut plutôt passif durant la crise des caricatures.

Une deuxième nécessité est une meilleure connaissance de la culture arabe et de son histoire de la part des Estoniens.

Quant à des mesures spécifiques telles que l'autocensure ou des restrictions légales, elles ne sont pas considérées nécessaires en Estonie.

8. Lituanie

Les leçons tirées par l'Estonie sont dans l'ensemble applicables à la Lituanie. On peut aussi ajouter une autre conclusion : une crise apparemment éloignée qui touche à des questions politiques et culturelles peut jouer un rôle dans le renforcement des préjugés mutuels : par exemple, la presse russe avait caricaturé la Lituanie et sa présidente Vaira Vike-Freiberga de façon peu aimable, et la crise des caricatures de Mohammed suscita la question de savoir si la Russie devait s'excuser !

9. Hongrie

Bien que la Hongrie ait été affectée par la crise des caricatures ne fût-ce qu'à petite échelle (certaines affaires commerciales furent annulées, ainsi que les voyages d'artistes), le public en général ne se sentit pas du tout affecté ni concerné par cette polémique. De ce fait, on ne peut pas parler de leçons à tirer pour l'avenir.

La crise des caricatures renforça l'opinion du gouvernement sur l'augmentation du fossé entre le monde musulman et le monde chrétien, et sur la nécessité du dialogue entre civilisations.

D'autre part, il y eut peu de désaccords sur cette crise : soit les Turcs étaient plutôt indifférents, soit ils étaient globalement d'accord que ces caricatures manquaient de sensibilité et de respect.

En ce qui concerne les mesures spécifiques à prendre à l'avenir, la première chose à faire devrait être l'autocensure, comme le rappelèrent les caricaturistes turcs. D'autre part, il faudrait analyser les mesures légalement possibles contre le racisme et en faveur de la protection des droits religieux dans les différents pays de l'Union européenne. Enfin, les hommes politiques et les médias devraient plus assumer le rôle de créer un climat de tolérance et de convivialité dans la société.

La principale leçon à retenir de cette crise est que la société algérienne, certainement échaudée par les dérives extrémistes, est devenue réticente à organiser des mouvements de protestation.

En ce qui concerne les éléments de désaccord dans la crise, ce sont toujours les éléments les plus extrémistes de part et d'autre qui occupent le devant de la scène, alors que les éléments modérés, qui sont la majorité, ont du mal à se faire entendre.

A l'avenir, les pays du Partenariat euro-méditerranéen pourraient mettre en place des plans de communication de crise pour les médias, au Nord comme au Sud de la Méditerranée, afin de diffuser la voix du dialogue.

D'autre part, au lieu de prêcher pour des slogans imprécis comme le dialogue des civilisations, il nous semble plus efficace d'engager dès maintenant un travail de fond sur les programmes scolaires, les programmes de télévision et d'une manière générale sur tout ce qui peut améliorer la perception que nous avons les uns des autres et nous amener à respecter nos différences.

Enfin, une plus grande protection juridique du sacré serait souhaitable dans le respect évident de la liberté d'expression, qui connaît de toute manière des limites à l'heure actuelle (révisionnisme...).

Une première leçon fut tirée par Mohammed Benzekri, président d'une organisation marocaine militant en faveur des Droits de l'Homme (l'« Instance d'Équité et de Réconciliation »), selon qui « il est temps que les institutions européennes ouvrent une réflexion sur la notion de liberté d'expression ainsi que sur ses limites ». D'autre part, la Cour Européenne des Droits de l'Homme devrait « plus que jamais, jouer un rôle plus déterminant, en vue de statuer sur les actes susceptibles d'encourager la haine et le racisme ».

Une deuxième leçon est l'existence de deux façons différentes de percevoir la liberté d'expression dans le monde occidental en fonction des sujets : le prophète est sacré pour les musulmans et devrait donc être respecté en Occident, de même que la mémoire de ceux qui ont péri dans les camps nazis. Si l'on accepte que la liberté d'expression ait des limites dans le second cas, elle devrait aussi en avoir dans le premier exemple.

Une troisième leçon est la mauvaise compréhension et le manque de connaissance réciproque entre l'Occident et le monde musulman, qu'il faut donc essayer de combler en créant de nouveaux ponts de rapprochement. De plus, il est temps qu'un véritable dialogue s'instaure entre les Églises européennes et les organisations islamiques (Organisation de la Conférence Islamique, Alliance du Monde Islamique, Union Mondiale des Oulémas Musulmans, etc.).

N'ayant pas connu de graves perturbations suite à la crise, ni de confrontations entre la société et le pouvoir, la Tunisie n'a pas de véritables leçons à tirer de cet événement. Néanmoins, on peut relever deux points importants :

- 1) Le gouvernement sut maintenir un judicieux équilibre entre la volonté de satisfaire le sentiment populaire presque généralisé et celle de ne pas trop bousculer ses alliés occidentaux ;

10. Turquie

11. Algérie

12. Maroc

13. Tunisie

2) La crise n'aurait pas existé ou du moins été amplifiée si de part et d'autre on avait favorisé le dialogue. L'opinion qui prévalut fut que l'acharnement à défendre la liberté d'expression sans condition ni limite ne fit qu'« agresser et insulter » les croyances sacrées d'autres religions. Il faudrait donc s'entendre à l'avenir sur les limites de cette liberté.

Par ailleurs, comme mesure spécifique, vu que l'autocensure ne permet pas d'empêcher les excès et que toute liberté ne peut être exercée que dans le cadre de la loi, des instruments juridiques devraient être mis en place pour protéger les croyances religieuses comme un droit.

14. Autorité palestinienne

La leçon principale à tirer est la nécessité d'améliorer la connaissance que les uns ont sur les autres (les pays musulmans et les Européens) et vice-versa, et cela principalement à travers l'école.

15. Égypte

La perception des "tabous" dans chaque société mériterait une analyse plus approfondie. Les sociétés arabes sont peu disposées à remettre en question la sainteté de la religion et des prophètes, mais l'Occident a aussi ses tabous, tel que l'Holocauste.

D'autre part, il est nécessaire qu'il y ait des restrictions en matière de racisme. Les offenses contre la religion doivent cesser, et non par des moyens légaux sinon par l'acceptation de la diversité culturelle. Celle-ci est le pilier de tout dialogue entre l'Europe et les pays du sud de la méditerranée.

16. Jordanie

Comme leçons à tirer de la crise, on peut mentionner l'absence des institutions dans cette crise, l'absence de débat réel ainsi que la crise politique et culturelle, et l'instrumentalisation de la religion.

Quant aux propositions de futur, on peut mentionner la nécessité d'un changement social et d'une gestion plus transparente.

17. Liban

Une première leçon à tirer de la crise des caricatures est qu'elle fut instrumentalisée par le régime syrien pour reprendre la main au Liban, en utilisant une stratégie de division interne et en s'alliant avec tous ceux qui se sentaient menacés ou ignorés par la politique européenne. C'est du moins l'opinion des anti-Syriens au Liban.

Pour ce que des mesures spécifiques à mettre en place à l'avenir, il faudrait introduire des contraintes légales qui permettent d'examiner « le caractère raciste » d'un acte qui peut offenser une communauté donnée.

18. Israël

Israël tire les leçons de la crise des caricatures en ce qui concerne ses relations avec les autres États du Proche-Orient, et ses conclusions sont très pessimistes.

Synthèse des principales suggestions pour l'avenir

-> nécessité de plus d'efficacité et d'unité dans la politique étrangère de l'Union européenne ;
-> nécessité d'une plus grande présence des institutions et d'une gestion plus transparente de ce genre de crises ;
-> nécessité d'une réflexion de la part de l'Union européenne sur la notion de liberté d'expression et sur ses limites éventuelles ;
-> nécessité de dialogue interreligieux entre l' « Occident » et le monde musulman ;
-> lutte contre le racisme et les stéréotypes ;
-> élaboration de programmes scolaires et télévisés luttant contre les stéréotypes et visant à mieux faire connaître le monde arabe ;
-> nécessité de la responsabilité éthique de la part des médias et des hommes politiques ;
-> mise en place de plans de communication de crise pour les médias ;
-> meilleures politiques d'intégration des communautés musulmanes dans les pays européens ;
-> nécessité ou inutilité de la censure et de restrictions légales pour protéger les croyances religieuses.

Conclusions

À la suite de cette enquête réalisée par EuroMeSCo auprès de dix-huit pays du Partenariat euro-méditerranéen (France, Allemagne, Belgique, Danemark, Italie, Espagne, Estonie, Lituanie, Hongrie, Turquie, Algérie, Maroc, Tunisie, Autorité Palestinienne, Égypte, Jordanie, Liban et Israël), on peut synthétiser de la façon suivante les réactions et les attitudes des différents pays en fonction des dix aspects traités :

1. Réactions officielles

Le Danemark manifesta une position radicale de la liberté d'expression (influencée par le Parti du Peuple Danois de tendance xénophobe).

Les autres pays de l'Union européenne défendirent aussi la liberté d'expression mais avec beaucoup plus de nuances : la France ajouta la nécessité de la responsabilité et de la prudence (motivée par la présence d'une grande communauté musulmane, et la peur de recréer des émeutes nationales et de perturber ses relations internationales) ; l'Allemagne, qui compte aussi une grande communauté musulmane, ainsi que l'Estonie et la Hongrie donnèrent autant d'importance à la liberté de religion que d'expression ; l'Italie, pour des raisons d'intérêts nationaux et internationaux, et l'Espagne, pour des raisons politiques et éthiques (l'élaboration du projet d'Alliance des Civilisations), appelèrent à la modération et au dialogue. Quant au gouvernement belge, il préféra ne pas exprimer de position officielle, car les élections communales étaient proches et l'électorat musulman commence à avoir une certaine influence.

Les autres pays associés au Partenariat euro-méditerranéen (Algérie, Tunisie, Égypte, Jordanie, Liban, etc.) condamnèrent tous les caricatures et mirent en avant le respect et la modération, soutenant que la liberté d'expression a des limites. Le gouvernement marocain fut même l'organisateur d'une manifestation ayant pour slogan : "Oui à la liberté d'expression, non au mépris des religions." D'autre part, une attention particulière doit être donnée à la Turquie, dont l'attitude engagée dans le dialogue non-violent s'expliqua par son rôle de co-promoteur de l'Alliance des Civilisations en collaboration avec l'Espagne.

Quant au gouvernement d'Israël, il opta pour la prudence, évitant de réagir officiellement pour ne pas être impliqué dans la crise.

2. Débat politique

On trouva les mêmes priorités dans le débat politique que dans les réactions officielles.

Parmi tous les partis des pays de l'Union européenne, on put remarquer un consensus sur la liberté d'expression, mais chaque pays put avoir, en plus, d'autres priorités : le respect des religions pour la France et l'Estonie, la responsabilité et la tolérance pour l'Italie et la Lituanie, etc. On a parfois aussi constaté des différences de priorités au sein d'un même pays, pour des raisons politiques ou confessionnelles : par exemple, en Allemagne et en Hongrie, les partis non laïcs insistèrent davantage sur la liberté de religions que d'expression et sur le respect ; en Espagne, le parti conservateur d'opposition (Parti Populaire) se présenta comme le défenseur des valeurs occidentales (donc de la liberté d'expression sans concession à l'islam), tandis que le gouvernement (socialiste) était plus modéré et sensible aux limites de la liberté d'expression et au respect ; le même débat politique eut lieu en Italie, opposant les partisans d'un discours ouvert sur l'islam et ceux défendant un discours fermé.

En ce qui concerne les pays du sud du Partenariat euro-méditerranéen (Turquie, Algérie, Tunisie, Égypte, etc.), tous les partis furent d'accord sur la condamnation des caricatures, le respect des religions et les limites de la liberté d'expression. La seule différence fut parfois d'ordre politique, comme au Liban où la crise des caricatures fit s'opposer les pro-syriens et les anti-Syriens ; une autre différence fut dans certains cas, comme en Égypte, l'appel au boycott des produits danois par les conservateurs.

Un élément important, valable pour tous les pays sans exception, fut que la crise des caricatures n'eut pas d'impact sur les programmes des partis, ni n'influença le débat politique après la crise.

3. Débat religieux

La condamnation des caricatures par les autorités musulmanes de tous les pays est une première constatation qui n'eut pas d'exception. Il faut signaler que, même dans les pays du Partenariat à majorité musulmane (Turquie, Tunisie, etc.), cette condamnation fut

accompagnée la plupart du temps d'une attitude de modération et du rejet de la violence de la part des autorités religieuses, même s'il y eut parfois, comme en Égypte, des groupes qui voulaient durcir les relations avec le Danemark et diffusaient une rhétorique radicale. Les manifestations qui furent organisées en Europe (à Londres, Bruxelles, Paris, Berlin, Düsseldorf, Bern, Barcelone, etc.) à l'initiative des communautés musulmanes furent pacifiques et ne donnèrent pas lieu à une grande mobilisation, contrairement à celles organisées dans les pays à majorité musulmane (cf. Annexe 1, février 2006).

Les autres communautés religieuses (catholique, protestante, juive) de tous les pays, y compris Israël, se joignirent à la position musulmane, appelant au respect, à la sensibilité à l'égard des croyances et à un usage responsable de la liberté d'expression.

On constate aussi un consensus sur la condamnation de la violence de la part des autorités religieuses, notamment en Allemagne, Italie, Lituanie, Turquie, Tunisie et Israël.

Enfin, il est important de remarquer que le pays d'où émana la polémique (le Danemark) vécut un débat au sein de sa communauté musulmane : de nombreux musulmans considérèrent le débat monopolisé par les imams et, ne se sentant pas représentés par eux, ils créèrent une nouvelle organisation : « Musulmans démocratiques ».

Dans l'Union européenne, on peut dire que la population de certains pays (comme en France) désapprouva assez globalement les caricatures, les trouvant agressives, mais que l'opinion publique de nombreux pays (comme le Danemark, l'Estonie, la Lituanie et l'Espagne) était assez mitigée, voire divisée entre les personnes (surtout catholiques) refusant le discrédit de la religion d'une part et les partisans de la liberté d'expression d'autre part. Ces sentiments étaient parfois d'autant plus mélangés qu'ils pouvaient être accompagnés d'une mauvaise image de l'islam répandue dans la société (comme c'est le cas au Danemark, en Italie et en Espagne, où se sont développées des attitudes réticentes face à la grande arrivée d'étrangers).

Dans les autres pays du Partenariat (Turquie, Algérie, Tunisie, etc.), le sentiment général fut celui d'offense à la religion, même si le ton de la réaction différa parfois en fonction de l'éducation, du niveau social et de la tendance politique. Ce sentiment d'indignation se traduisit par des manifestations (en Turquie, au Maroc, en Égypte, en Palestine, en Jordanie et au Liban), qui furent parfois accompagnées de violences contre les ambassades de Danemark et de Norvège (cf. Annexe 1).

Dans les pays de l'Union européenne, qui sont concernés par des communautés musulmanes, il y eut, de la part des musulmans (d'origine maghrébine ou autre), une condamnation unanime des caricatures et du manque de respect à l'égard de l'islam.

D'autre part, il faut savoir que dans plusieurs pays (France, Allemagne, Danemark, Italie et Espagne), les communautés étrangères sont ou se sentent victimes de discrimination sociale et de préjugés. En revanche, en Belgique, il semble que l'intégration des musulmans aux structures du pays explique en partie les positions modérées qu'ils manifestèrent durant la crise.

Enfin, dans la plupart des cas, la polémique des caricatures ne suscita pas de mesures politiques à l'égard de ces communautés, sauf en Italie où le Conseil Musulman fut créé durant la crise.

La première constatation est que, tandis que les journaux de certains pays (Danemark bien sûr mais aussi France, Allemagne, Espagne, Italie, Hongrie, etc.) décidèrent de publier les caricatures, ou du moins certaines, au nom de la liberté d'expression et d'information, des journaux d'autres pays refusèrent expressément de les reproduire (Estonie, Turquie, Maroc, Tunisie, etc.). Il y eut aussi le cas de pays où le gouvernement interdit de les publier, mais où certains journaux défièrent l'interdiction, comme ce fut le cas en Jordanie et surtout en Algérie, où leurs directeurs ou rédacteurs en chefs furent emprisonnés sur base d'un article du code pénal qui punit l'offense au Prophète.

La deuxième constatation est que, dans plusieurs pays (par exemple, en France, Allemagne, Danemark et Espagne), il y eut une différence de traitement entre la télévision/la radio

4. Attitudes de la population

5. Communautés étrangères

6. Débat des moyens de communication

d'une part et la presse écrite d'autre part : les premiers médias étaient en général plus sensationnalistes (insistant sur la violence dans les pays à majorité musulmane, faisant souvent l'amalgame entre les radicaux et tous les musulmans) ; en revanche, la presse écrite était dans l'ensemble plus prudente, donnant plus d'analyse à la crise. Il faut signaler que parfois, la différence médiatique résidait plutôt entre les médias associés au gouvernement (comme en Italie et en Algérie), et les médias indépendants. Dans d'autres pays, il n'y eut pas du tout de différence entre les médias (Estonie, Turquie, Maroc, Tunisie, Israël, etc.).

En troisième lieu, en ce qui concerne les thèmes abordés dans les moyens de communication, les plus fréquents – quelque soit le pays – furent la liberté d'expression et ses limites, le respect des religions, les conflits au Proche-Orient, la théorie du choc des civilisations ou le dialogue entre elles, et aussi, dans certains pays à majorité musulmane, comme l'Égypte, l'incompréhension de l'islam en Occident. Plus rarement, comme au Liban, les thèmes de l'instrumentalisation politique de la religion ou du caractère raciste des caricatures furent mentionnés ; on parla aussi, en Jordanie, de "nouvelle croisade antimusulmane."

7. Débat culturel

Il y eut un débat chez les artistes et les écrivains seulement dans certains pays comme la France (sur la liberté d'expression et le blasphème), l'Allemagne (sur la liberté d'expression), le Maroc (sur la réaction violente inadéquate), la Turquie, l'Égypte et la Jordanie (sur les limites de la liberté d'expression et le respect des sensibilités religieuses), etc. Au Danemark, les écrivains furent aussi actifs et rappelèrent, dans un manifeste, que les minorités ethniques étaient discriminées depuis des années.

En revanche, dans de nombreux pays (Italie, Espagne, Lituanie, Algérie, Palestine, etc.), il n'y eut pas de débat dans les cercles d'artistes, ou du moins ceux-ci ne furent pas invités à participer au débat médiatique (comme ce fut le cas en Tunisie).

8. Débat académique

Très rares furent les pays où le débat académique eut une influence sur l'opinion publique : l'Allemagne (par la vision objective et internationale de ses experts), l'Espagne (où ils eurent une bonne diffusion dans les médias) et l'Égypte (où les professeurs de l'Université d'Al-Azhar furent très actifs dans cette crise). Mais dans la plupart des pays, ils eurent très peu d'influence.

Quant aux thèmes abordés, on peut mentionner entre autres le blasphème, la liberté, les limites de la liberté d'expression, la représentation du prophète, la laïcité, la théorie du choc des civilisations et la violence au Proche-Orient.

9. Rôle du partenariat euro-méditerranéen et de l'Union européenne

On peut dire que presque aucun pays de l'Union européenne ou du Partenariat euro-méditerranéen ne fit de référence à ce Partenariat.

Quant à l'Union européenne, elle fut perçue par l'ensemble des pays comme faible, divisée et absente de la crise des caricatures.

10. Implications et solutions pour l'avenir

Voici quelques-unes des leçons tirées de la crise et quelques suggestions proposées par les personnes interviewées :

- nécessité de plus d'efficacité et d'unité dans la politique étrangère de l'Union européenne ;
- nécessité d'une plus grande présence des institutions et d'une gestion plus transparente de ce genre de crises ;
- nécessité d'une réflexion de la part de l'Union européenne sur la notion de liberté d'expression et sur ses limites éventuelles ;
- nécessité de dialogue interreligieux entre l' « Occident » et le monde musulman ;
- lutte contre le racisme et les stéréotypes ;

-> élaboration de programmes scolaires et télévisés luttant contre les stéréotypes et visant à mieux faire connaître le monde arabe ;
-> nécessité de la responsabilité éthique de la part des médias et des hommes politiques ;
-> mise en place de plans de communication de crise pour les médias ;
-> meilleures politiques d'intégration des communautés musulmanes dans les pays européens;
-> nécessité ou inutilité de la censure et de restrictions légales pour protéger les croyances religieuses.

Comme on le voit, les dix aspects résumés ci-dessus sont une synthèse la plus objective possible des réactions qui eurent lieu dans chaque pays, sauf dans le cas du dernier point (Implications et solutions pour l'avenir) qui a entraîné des réponses plus personnelles de la part de chaque personne interviewée : pour cette dernière question, les réponses doivent être considérées plutôt comme des suggestions pouvant être le point de départ d'un débat ultérieur qui vise à trouver des solutions à l'avenir.

Annexe 1. Questionnaire

(1) Les réactions officielles

- a) Comment votre gouvernement a-t-il réagi à la crise ?
- b) Pourquoi a-t-il adopté cette position ? En raison du contexte politique du pays et de ses intérêts internes ? En raison de sa tradition historique (laïque ou non), ou pour d'autres raisons ?
- c) Sa position a-t-elle changé quand la crise s'est développée et si cela a été le cas, pour quelles raisons (en raison du contexte international ou national – par exemple l'intervention de certaines figures laïques ou non laïques dans le débat public) ?

(2) Le débat politique

- a) Comment les hommes politiques laïcs et non laïcs ont-ils réagi à la crise ?
- b) Quels arguments ont-ils utilisés pour justifier leurs positions ? Se sont-ils référés à des arguments tels que la liberté d'expression, le respect des religions, les considérations de sécurité, ou quel autre argument ?
- c) Les positions des partis politiques ont-elles jamais manifesté de la xénophobie ?
- d) La crise a-t-elle eu un impact sur les programmes des partis ?
- e) Les partis ont-ils réagi de façon homogène à la crise, ou celle-ci a-t-elle causé des débats et des frictions internes ?

(3) Le débat religieux

- a) Quelles positions les autorités religieuses ont-elles adoptées durant la crise ? Leurs positions ont-elles changé au cours de la crise et si oui, pour quelles raisons ?
- b) Les congrégations et communautés de fidèles étaient-elles en accord avec leurs autorités ? Sinon, en quoi leurs positions ont-elles différencié et ont-elles changé avec le temps ?

(4) Les attitudes du public

- a) Quelles ont été les attitudes du public à l'égard de la crise ?
- b) Ont-elles varié en fonction du niveau social, du groupe d'âge, ou pour des raisons politiques et religieuses ?
- c) Y a-t-il eu des sondages d'opinion et des enquêtes, et si oui, qui les a réalisés et qu'ont-ils indiqué ?

(5) Les communautés étrangères

- a) Quelle a été la réaction des communautés étrangères ? A-t-elle été homogène et y a-t-il eu une position commune, ou y a-t-il eu différents points de vue au sein de ces communautés ? La crise des caricatures a-t-elle affecté la situation des communautés musulmanes, ainsi que la perception que le pays avait d'eux ?
- b) Ces communautés sont-elles normalement victimes de xénophobie ou d'autres formes de discrimination et de préjugés ?
- c) Des mesures spécifiques ont-elles été prises après la crise à l'égard des communautés étrangères ?

(6) Le débat médiatique

- a) Quelles ont été les attitudes de la presse jaune et de la presse « sérieuse » ? Y a-t-il des moyens de communication qui n'ont pas du tout couvert la crise ?
- b) Votre gouvernement a-t-il réagi à la position des médias et si oui, comment et jusqu'à quel point ?
- c) Quels arguments ont-ils été mis en avant pour soutenir les différents points de vue ? Quelles furent les différences en fonction de la tendance politique ou religieuse ? Y a-t-il eu des références à la théorie du choc des civilisations ? Un lien a-t-il été établi avec d'autres événements, telles que la guerre en Irak, la situation en Palestine, etc. ?
- d) Les arguments mis en avant dans la presse écrite ont-ils différencié de ceux exprimés à la télévision et à la radio ? Ont-ils changé avec le temps ?

(7) Le débat culturel

- a) Quelles positions ont-elles été adoptées par les représentants des cercles artistiques (littérature, musique, etc.) ?
- b) Quels facteurs semblent avoir influencé les positions qu'ils ont adoptées ?
- c) Ont-ils insisté sur l'argument de la "liberté d'expression" ?

(8) Le débat académique

- a) Quels ont été les arguments mis en avant par les experts universitaires ? Y a-t-il eu une référence au choc des civilisations, et si oui, jusqu'à quel point ?
- b) Le milieu académique a-t-il eu une influence sur le débat ?
- c) D'autres événements (nationaux ou internationaux) ont-ils joué un rôle dans le débat ?

(9) Le rôle du Partenariat euro-méditerranéen et de l'Union européenne

- a) Le Partenariat euro-méditerranéen est-il apparu comme jouant un rôle dans la crise ?
- b) Comment les commentaires des représentants de l'Union européenne ont-ils été perçus ?
- c) L'Union européenne a-t-elle contribué significativement au débat, et si oui, comment la réaction de l'Union européenne a-t-elle été perçue ?

(10) Implications et solutions pour l'avenir

- a) Y a-t-il des leçons générales qui ont été tirées par votre gouvernement et votre société pour gérer des crises similaires à l'avenir ?
- b) Y a-t-il des éléments de désaccord sur la façon dont des crises semblables doivent être gérées à l'avenir ?
- c) Faut-il mettre en place des mesures spécifiques comme l'autocensure, des contraintes légales plus strictes contre le racisme, ou augmenter la protection des droits religieux ?

Annexe 2. Liste des personnes consultées

- ALIBONI, Roberto (Italie) : Vice-Président de l'Istituto d'Affari Internazionali.
- ALTUNISIK, Meliha (Turquie) : Président du Département de Relations Internationales de la Middle East Technical University.
- BOUMGHAR, Lofti (Algérie) : Chercheur de l'Institut National d'Études de Stratégie Globale.
- DASSETTO, Felice (Belgique) : Directeur du Centre Interdisciplinaire d'Études de l'Islam dans le Monde Contemporain.
- DRISS, Ahmed (Tunisie) : Chercheur de l'Association des Études Internationales.
- EL-CHOUBAKI, Amr (Égypte) : Directeur de recherche de l'Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies.
- HAMARNEH, Mustapha (Jordanie) : Directeur du Center for Strategic Studies (Université de Jordanie).
- HAMIDINE, Abdeladi (Maroc) : Professeur de Droit à l'Université de Tangers.
- HEIDUK, Felix (Allemagne) : Chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik.
- LANDAU, Emily (Israël) : Directrice de recherche au Jaffee Centre for Strategic Studies.
- MARQUES, Tiago (Estonie + Lituanie) : Chercheur à l'Estonian Foreign Policy Institute.
- MARTINEZ, Luis (France) : Chercheur au Centre d'Études et de Recherches Internationales.
- RÓZSA, Erzsébet (Hongrie) : Chercheuse au Teleki László Institute.
- SAFAR, Rania (Liban) : Chercheuse au Lebanese Center for Policy Studies.
- SOBOH, Ahmad (Palestine) : Ambassadeur du Fatah International Relations Department (Ramallah).
- SOLER, Eduard (Espagne) : Chercheur et coordinateur du Programme de la Méditerranée à la Fondation CIDOB (Centre d'Informació i Documentació Internacionals a Barcelona).
- WASS, Camilla (Danemark) : Coordinatrice d'Euro-Med Human Rights Network.

Précédentes Publications EuroMeSCo

Gemma Aubarell, Xavier Aragall, Mohammed-Ali Adraoui, Eva Østergaard, Jordi Moreras, Abdelhak Saaf, *Communautés d'immigrés et dynamiques internes et externes de l'intégration : le rôle potentiel des immigrés dans le cadre du PEM*, EuroMeSCo Paper 56, Octobre 2006.

Amel Boubekour, Samir Amghar, *Les partis islamistes du Maghreb et leurs liens avec l'Europe : Influences croisées et dynamiques de démocratisation*, EuroMeSCo Paper 55, Octobre 2006.

Roberto Aliboni, Mohamed Salman Tayie, Reinhardt Rummel, Gunilla Herolf, Yasar Qatarneh, *Appropriation et co-appropriation dans la prévention des conflits dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen*, EuroMeSCo Paper 54, Octobre 2006.

Daniela Pioppi, Nathalie Tocci, Karam Karam, *Politiques intérieures et conflit dans les cas d'Israël, de la Palestine et du Liban*, EuroMeSCo Paper 53, Octobre 2006.

Eduard Soler i Lecha, Debora Miralles, Ümit Cizre, Volkan Aytar, *Réformes du secteur de la sécurité en Turquie et en Espagne : leçons à tirer*, EuroMeSCo Paper 52, Octobre 2006.

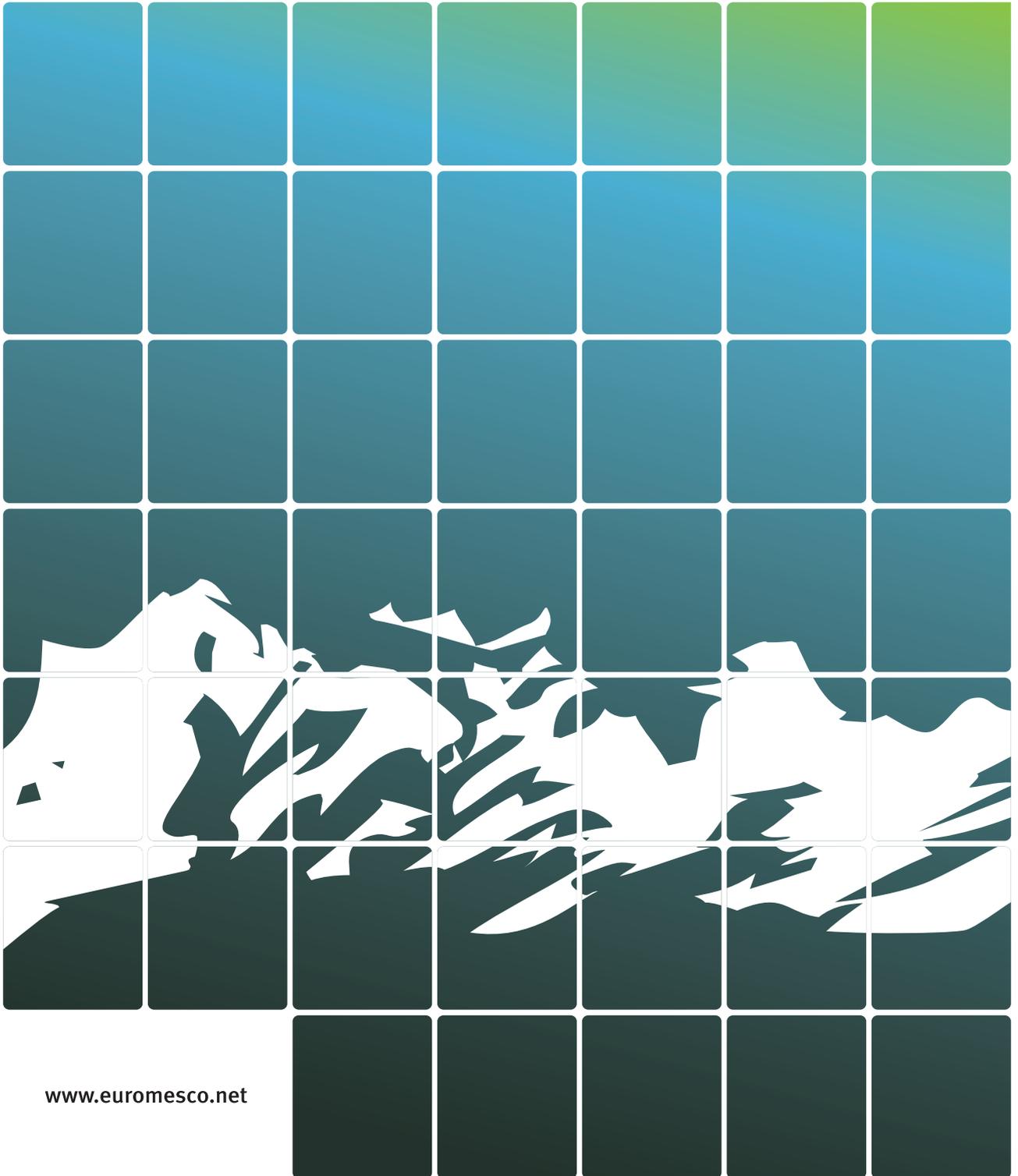
Noha Antar, *Le succès des Frères musulmans lors des élections législatives de 2005 en Égypte : raisons et implications*, EuroMeSCo Paper 51, Octobre 2006.

Dorothee Schmid, Fares Braizat, *Les programmes de promotion démocratique des puissances occidentales : adaptation au contexte politique local et relation avec les visions géopolitiques régionales*, EuroMeSCo Paper 50, Octobre 2006.

Sabiha Senyücel, Sanem Güner, Sigrid Faath, Hanspeter Mattes, *Les facteurs et les perceptions qui influent sur la mise en oeuvre de la Politique européenne de voisinage dans certains pays partenaires du sud de la Méditerranée*, EuroMeSCo Paper 49, Octobre 2006.

Emily B. Landau, Fouad Ammor, *Dialogue et coopération sur la sécurité régionale dans le sud : examen de la face cachée de Barcelone*, EuroMeSCo Paper 48, Octobre 2006.

Gemma Aubarell, Xavier Aragall, *L'immigration et la région euro-méditerranéenne : solutions politiques et orientations*, EuroMeSCo Paper 47, Septembre 2005.



www.euromesco.net